



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

L'avenir européen de la force de frappe française	Page 2
La France fait face à un manque criant de munitions	Page 4
Le règlement européen REACH risque d'entraver la montée en puissance des stocks de munitions	Page 6
Les lacunes de la défense anti-aérienne française	Page 8
La France entre surprises et lacunes sur le « combattant numérique »	Page 10
La Corée du Nord dit se préparer à la guerre contre la Corée du Sud	Page 14
La puissance maritime chinoise	Page 15
Les grands dossiers à suivre au Moyen-Orient en 2023	Page 20
La politique de la Russie vis-à-vis des petits États	Page 21
La guerre en Ukraine bouleverse les certitudes des militaires français	Page 27
Paradoxe ukrainien : victoire sur le papier, défaite sur le terrain	Page 29
Pour en finir avec la co-belligérance	Page 31
Quel serait le coût d'une victoire russe pour notre sécurité ?	Page 35
L'Ukraine, laboratoire des guerres du futur	Page 38



L'avenir européen de la force de frappe française

ÉDITO. L'idée d'une dissuasion européenne, esquissée à demi-mot par Emmanuel Macron durant la conférence de Munich, mérite un débat démocratique.



Par Luc de Barochez

Le président français, Emmanuel Macron, son homologue polonais, Andrzej Duda, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, lors de la conférence sur la sécurité à Munich (Allemagne), le 17 février 2023. © PETER KNEFFEL / DPA / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP - Publié le 21/02/2023

L'autonomie stratégique européenne, à laquelle aspire Emmanuel Macron, implique-t-elle l'extension de notre dissuasion nucléaire au continent ? En clair : la France doit-elle en faire bénéficier ses alliés européens, notamment l'Allemagne ? Ce n'est pas un hasard si c'est en présence du chancelier Olaf Scholz que le président de la République a remis sur la table ce dossier si stratégique, dans son discours devant la conférence de Munich sur la sécurité, le 17 février. Recourant au langage codé des experts du nucléaire, il a réitéré son offre d'un « *dialogue avec les partenaires européens qui le souhaitent* » concernant la « *dimension européenne* » des intérêts vitaux de la France, que la force de frappe est censée sanctuariser.

Emmanuel Macron a raison de voir dans l'arme atomique l'angle mort de la défense européenne, au moment où la guerre de haute intensité est de retour sur le continent. L'absence d'une dissuasion commune contribue à maintenir l'Union européenne dans l'état de « *minorité géopolitique* » déploré par le chef de l'État. Depuis un an, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a montré l'intérêt de l'arme atomique, garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale. Sa possession donne à Moscou un avantage stratégique considérable. L'Ukraine, à l'inverse, regrette amèrement d'avoir renoncé à son arsenal après son indépendance en 1991.

Chantage nucléaire

La France est devenue, avec le Brexit, l'unique puissance de l'UE dotée de l'arme suprême ; cela lui donne une responsabilité particulière. Hélas, le président n'a pas toujours été clair sur le sujet, ce qui affaiblit son propos aux yeux de nos partenaires. En octobre 2022, il excluait sur France 2 qu'une frappe nucléaire russe contre l'Ukraine « *ou dans la région* » puisse entraîner une riposte de Paris. Il laissait ainsi entendre que la sécurité des voisins de l'Ukraine ne faisait pas partie des intérêts vitaux de la France, alors même qu'elle déploie des militaires en Roumanie et en Estonie pour renforcer le flanc oriental de l'Otan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Pourtant, dès février 2020, Emmanuel Macron affirmait à l'École de guerre : « *Soyons clairs : les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne.* » Ce que cela signifie exactement doit, dans l'intérêt même d'une dissuasion efficace, rester dans la tête du chef des armées. Mais la France, puisqu'elle partage sa souveraineté avec 26 autres pays européens, doit faire sien le souci de protéger leur indépendance contre un chantage nucléaire que pourrait exercer une puissance hostile.

La piste franco-allemande

La dissuasion nucléaire franco-allemande a une longue histoire. En 1957, le chancelier Konrad Adenauer lança l'idée, mais le général de Gaulle l'enterra à son retour au pouvoir, un an plus tard. Après la chute de l'URSS, ce fut au tour de Paris de remettre l'ouvrage sur le métier. En 1995, le Premier ministre, Alain Juppé, suggéra une « *dissuasion concertée* », mais l'Allemagne, en pleine réunification, ne voulait pas d'un projet qui lui semblait concurrent plutôt que complémentaire de la garantie américaine de sécurité.

Le pivot de l'Amérique vers l'Asie et l'épisode Donald Trump, qui était en 2018 à deux doigts de faire sortir son pays de l'Otan, ont poussé les esprits à évoluer. En juillet 2022, Wolfgang Schäuble, alors président du Bundestag, affirmait au quotidien *Die Welt* : « *Dans notre propre intérêt, nous devrions apporter notre contribution financière à la force nucléaire française, en contrepartie d'une dissuasion nucléaire conjointe.* » Sachant que la force de frappe coûte au moins 5 milliards d'euros par an au Trésor français, la proposition peut se discuter.

Quelle forme pourrait prendre une dissuasion franco-allemande ? L'idée d'un commandement supranational est utopique, mais celle d'un partage de la décision pourrait être explorée, en s'inspirant du modèle de « double clé » de l'Otan : ainsi, l'Allemagne stocke sur son sol des armes nucléaires américaines et possède des bombardiers capables de les mettre en œuvre, mais seul le président américain peut les activer. Pourrait-on imaginer, de même, une présence d'appareils de la force stratégique française sur des bases aériennes allemandes ? De telles discussions ne pourraient probablement s'épanouir qu'au sein d'un dialogue plus large sur une union politique. À tout le moins, la question mériterait d'être débattue sérieusement dans la campagne pour les élections européennes l'an prochain.

La France fait face à un manque criant de munitions

LETTRE DES ARMÉES. À cause de la faiblesse des stocks, les forces françaises ne seraient pas en état de faire face plus de quelques jours à une méga offensive russe.

Par Jean Guisnel - Publié le 20/02/2023 à 11h00

C'est une évidence : l'armée française n'a pas les moyens de conduire une vraie guerre à l'ancienne. Certainement pas toute seule, mais même au sein d'une coalition, combien de temps tiendrait-elle ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Pendant la trentaine d'années qui se sont écoulées entre l'éclatement de l'URSS et l'invasion de l'Ukraine, les dirigeants français successifs ont cru révolu le combat de « haute intensité », comme on appelle désormais la guerre d'attrition massive. Celle qui a déchiré l'Europe et le monde au XXe siècle.

Le constat n'est pas nouveau. Voici deux ans, la Rand Corporation, think tank vivant pour une large part des commandes du Pentagone, jetait déjà du sel sur les plaies en qualifiant la France d'« allié solide aux capacités limitées ». Éclatant moins d'un an plus tard, l'invasion de l'Ukraine n'a pas laissé de place au doute : l'armée française a besoin d'être consolidée et de renforcer ses capacités de combat en se dotant, certes, d'armements plus nombreux, à défaut d'être plus performants, et de munitions en quantités beaucoup plus importantes.

Parce que les achats de munitions ont été réduits pour réaliser des économies budgétaires invisibles, les forces armées françaises ne seraient pas en état de faire face plus de quelques jours à une méga offensive russe. Ni seules, ni en coalition. La dissuasion nucléaire assure, depuis un demi-siècle, la préservation des « intérêts vitaux » de notre pays. Un rapport des sénateurs Cédric Perrin et Jean-Marc Todeschini rappelait, voici quelques jours, cette stricte évidence : « La dissuasion ne répond pas à tous les cas de figure. Elle ne doit pas être notre nouvelle ligne Maginot. »

Panachage

L'une des priorités consiste à doter les armées françaises de stocks de munitions nettement plus importants qu'ils ne le sont aujourd'hui, réclament les députés Vincent Bru (LR, Pyrénées-Atlantiques) et Julien Rancoule (RN, Aude), dans un rapport.

Le chiffre, même approximatif, des munitions dont disposent les armées n'est pas connu. Sa publication n'indiquerait pourtant pas grand-chose à un ennemi, sinon sa faiblesse... Les matériels pour les utiliser ont beau ne pas être suffisamment nombreux, les rapporteurs estiment donc qu'« accroître considérablement les stocks de munitions destinées à des systèmes dont la disponibilité est échantillonnaire n'accroîtrait in fine l'utilité des moyens existants que de manière marginale et permettrait surtout de durer dans le temps en cas de conflit ».

La France pourrait aussi fournir davantage de munitions à ses alliés qu'elle ne le fait actuellement au profit de l'Ukraine, sans combattre elle-même. L'artillerie utilisant des charges propulsives doit aussi disposer de stocks importants de ces matières explosives. Temps d'acquisition auprès du fournisseur : de dix-huit à vingt-quatre mois...

Une autre leçon de la guerre d'Ukraine concerne les canons d'artillerie : « Sur le champ de bataille ukrainien, des systèmes très anciens présents en grandes quantités combattent aux côtés d'autres systèmes beaucoup plus modernes mais en quantité plus réduite. » Conclusion : l'armée française ne s'en sortira pas avec les quarante canons Caesar qui lui restent et ses dix LRU (lance-roquettes unique). Mais elle ne doit pas réclamer des performances toujours plus éclatantes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Les rapporteurs prennent en exemple le nouveau missile antichar de MBDA et « jugent nécessaire d'envisager une révision à la baisse des [sur]spécifications exigées par les forces – dont l'exemple du missile moyenne portée [MMP] est emblématique – afin de réduire les coûts des munitions complexes. » Et de réclamer un meilleur équilibre, un « panachage » entre les munitions « de masse » et celles dites du « haut de spectre », ultra-sophistiquées mais hors de prix.

Secteurs abandonnés

Au fil des années, la France a complètement abandonné certaines fabrications. Par exemple, la filière des munitions de petit calibre, entre 9 et 20 millimètres. Pas assez rentables, elles sont achetées sur le marché mondial, notamment en Israël et aux Émirats arabes unis. Les auteurs du rapport en demandent la relocalisation en France pour garantir la sécurité des approvisionnements.

Cette dépendance n'est pas la seule. Elle existe également pour la fabrication des poudres, entre autres. Les députés préconisent de « faire de la reconstitution d'une solide filière de poudres en France une priorité stratégique ».

Pour les armements de haute technologie, les semi-conducteurs sont indispensables. La France n'en produit plus que très peu et ne dispose que de rares stocks stratégiques en la matière. Les deux élus recommandent donc la constitution de stocks de semi-conducteurs et la reconstitution d'une filière européenne. Ils rappellent que les États-Unis vont investir 52 milliards de dollars sur ce seul secteur dans le cadre du Chips and Science Act de 2022 : 25 % de plus que le budget français de la défense en 2023...

Drones kamikazes

L'utilisation décisive de drones armés dans plusieurs conflits récents, y compris en Ukraine, exige que les engins soient bon marché et nombreux. Mais la France a choisi de ne pas s'en doter, sinon de manière insuffisante en achetant quelques modèles haut de gamme et hors de prix aux États-Unis. En privilégiant la composante aérienne pilotée depuis l'apparition des drones sur le champ de bataille de la guerre du Golfe voici plus de trente ans. Les Français ont pris un tel retard qu'il n'existe pas, dans le secteur, des engins mettant en œuvre les « munitions télé opérées », qu'on les appelle drones kamikazes ou munitions rôdeuses.

Les rapporteurs notent lucidement : « Totalemment dépourvue de moyens sur ce segment, la France accuse un retard préoccupant par rapport aux États-Unis, à la Russie, à Israël ou encore à la

Pologne, qu'il est urgent de combler : elle n'apparaît pas dans un paysage où des pays tels que l'Arménie ou la Pologne parviennent à fabriquer des solutions de munitions télé opérées. »

La DGA a lancé, l'an dernier, un appel à projets pour les programmes Larinae et Colibri. Les rapporteurs notent, sur ce point, que « les témoignages venus du terrain ukrainien laissent penser que les munitions télé opérées sont utilisées avec la même fréquence que des obus de mortier ou de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

char, ce que vient confirmer la livraison de sept mille munitions Switchblade à l'Ukraine par les États-Unis depuis le début du conflit. La doctrine d'emploi des munitions télé opérées reposant essentiellement sur leur masse, il serait stérile de doter les forces d'un nombre réduit de pièces. »

Rigueur budgétaire

Les deux rapporteurs ont appris que la capacité de stockage « offerte par les quatorze dépôts du SIMu (Service interarmées de munitions), d'environ 107 000 tonnes, dont 30 000 tonnes de matières actives, est aujourd'hui jugée suffisante par les armées ». D'autant plus que plusieurs centres de stockage récemment fermés pourraient être rouverts.

Les députés estiment que « si la politique de remontée des stocks relève des armées, l'intensification des flux de production en est un complément indispensable : le besoin de masse et d'épaisseur rendu évident par le retour d'expérience du champ de bataille met en lumière l'indispensable continuité entre stocks et flux ».

Côté gouvernement, on semble avoir pris conscience de l'enjeu puisque le budget 2023 autorise 2 milliards d'euros de commandes de munitions pour renouveler les stocks. Les rapporteurs s'en réjouissent, tout en appelant à faire plus : « Les forces armées françaises sortent ainsi progressivement d'une douzaine d'années de rigueur budgétaire ayant remis en cause toute logique de constitution de stocks. Il reste que l'évolution du paradigme stratégique appelle des efforts encore bien plus importants. » La future loi de programmation militaire dira ce qu'il en est.

Économie de guerre : Le règlement européen REACH risque d'entraver la montée en puissance des stocks de munitions

jeu. 23 févr. à 14:33

Cette semaine, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a appelé les pays membres à augmenter leur production de munitions et de passer, en quelque sorte, à une « économie de guerre en temps de paix ». Seulement, au sein de l'Union européenne [UE], la tâche s'annonce compliquée.

D'une part en raison des critères ESG [Environnement, Social, Gouvernance] qui, mis en avant par la commission européenne, excluent l'industrie de l'armement. Et d'autre part à cause de ce certains règlements, comme REACH [Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemicals] dont l'objectif est d'assurer un « niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, ainsi qu'à renforcer la compétitivité du secteur des substances chimiques et l'innovation ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Entré en vigueur en 2007, REACH exige des industriels d'enregistrer toutes les substances chimiques qu'ils produisent ou utilisent. Et cela afin de les classer selon leur nature. Celles considérées dangereuses pour l'environnement et la santé sont alors soumises à une autorisation quand celles présentant un risque jugé « inacceptable » sont prohibées. Et cela a un coût que les entreprises concernées sont bien obligées de supporter.

Le règlement REACH s'applique évidemment aux industriels de l'armement. Ce qui, à l'heure où on leur demande de produire davantage dans des délais contraints, est un frein.

« Sujet de préoccupation majeure soulevé par l'intégralité des acteurs de la filière munitionnaire, la réglementation européenne REACH constitue un défi considérable pour la filière munitionnaire », alertent les députés Julien Rancoule [RN] et Vincent Bru [MoDem] dans leur rapport sur les stocks de munitions, remis cette semaine.

Cette réglementation « génère les obsolescences de certains produits – lorsqu'aucune solution alternative n'a été trouvée pour remplacer les substances exclues – et impose des redéveloppements réguliers » et certains de ses processus « ont donc de lourdes conséquences financières ou calendaires entravant la montée en puissance des stocks de munitions », constatent-ils.

Ainsi, le « processus d'enregistrement des substances fabriquées ou importées, obligatoire pour toutes les entreprises – munitionnaires comme sous-traitants et fournisseurs –, conduit inévitablement à un allongement des délais conjugué à un renchérissement des coûts », font-ils valoir.

Et d'après une étude du Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres [GICAT], citée dans ce rapport, la « fabrication d'une tonne d'explosif, permettant la fabrication de 100 obus de 155 mm, nécessiterait entre 12 et 18 mois de procédure préalable pour obtenir l'enregistrement, avec un coût de l'ordre de 25 millions d'euros par enregistrement et par substance ».

Ce processus d'autorisation/restriction prévu par le règlement REACH mettrait ainsi en « péril » le plomb et les sels de plombs, au risque, toujours selon le GICAT, d'impacter « l'activité de fabrication des initiateurs qui sont à la base de toutes les chaînes pyrotechniques permettant le fonctionnement de la munition ». Et comme « la majorité des munitions » sont « concernées par ce risque d'obsolescence, cela pourrait se traduire par des qualifications lourdes [de 3 à 10 ans] et des coûts conséquents, voire des disparitions de produits du catalogue ». Et d'autres substances, également cruciales pour la production de munitions, pourraient connaître un sort identique.

Pour éviter à l'industrie française de l'armement de se trouver dans une position inconfortable face à ses concurrents [et notamment américains], il n'y a pas trente-six solutions.



«Tous les acteurs auditionnés ont suggéré le recours à des exemptions 'Défense' qui, soumises à autorisation du ministère de la Transition écologique, [permettraient] d'alléger certaines contraintes », expliquent MM. Bru et Rancoule. Et ceux-ci d'estimer en effet « que ces exemptions constituent l'une des rares solutions envisageables pour permettre la remontée en puissance de la production et des stocks de munitions ».

Cependant, préviennent-ils, « il reste que ces exemptions Défense ne s'appliqueraient à d'autres réglementations européennes relatives aux produits chimiques, pouvant entraver d'autres productions munitionnaires ».

Quoi qu'il en soit, cela fait maintenant plusieurs années que l'on sait que le règlement REACH coûte cher non seulement aux industriels mais aussi aux Armées [celles-ci ayant à régler la facture en dernier ressort]. Ainsi, la remotorisation des missiles [surface-air] Aster et [anti-navires] Exocet, selon les normes édictées par cette réglementation européenne, a coûté 480 millions d'euros à la Marine nationale...

« Pourtant, une exemption est prévue par le droit environnemental européen pour les activités de défense », avait avancé le député Jacques Marilossian, alors rapporteur pour avis des crédits de la Marine, en 2019. « Mais les obligations réglementaires pesant sur les fournisseurs de MBDA, la chaîne industrielle n'a pas réussi à conserver une filière d'approvisionnement dérogatoire pour la défense », avait-il ensuite expliqué.

opex360.com

Les lacunes de la défense antiaérienne française

Deux députés auteurs d'une mission d'information sur le sujet soulèvent les principaux manquements de la défense antiaérienne de l'armée française.

Par Théo Sauvignet



Le système franco-italien SAMP-T est très performant, mais l'armée n'en a pas assez, selon les rapporteurs d'une mission d'information parlementaire sur la défense sol-air. © THOMAS SAMSON / AFP - Publié le 15/02/2023 à 19h10

« Depuis 25 ans, la défense sol-air a subi un désengagement capacitaire et financier. » Le verdict du député Jean-Louis Thiériot (LR) est sans appel. Corapporteur d'une mission « flash » d'information sur la défense antiaérienne en France et en Europe avec Natalia Pouzyreff (RE), ses conclusions sont claires : la France a de beaux atouts, mais il subsiste de graves lacunes dans le domaine.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

La défense sol-air constitue un « domaine à forte valeur opérationnelle ajoutée » selon le ministre des Armées Sébastien Lecornu qui a précisé que cinq milliards d'euros y seraient consacrés dans la prochaine loi de programmation militaire (2024-2030). En Ukraine, la densité de la défense antiaérienne des deux camps a cloué au sol l'aviation des adversaires, empêchant l'un comme l'autre de mener, jusqu'ici, une offensive décisive.

Le conflit est une inspiration non dissimulée pour les auteurs de ce rapport : « En un jour, les forces ukrainiennes consomment jusqu'à 200 missiles pour défense antiaérienne, soit l'équivalent de ce que produisent potentiellement en un an l'ensemble des industries alliées », assène Natalia Pouzyreff. Son corapporteur rappelle que la majorité des aéronefs descendus en contexte de haute intensité l'ont été par des systèmes sol-air, pas par l'aviation de chasse.

Des capacités échantillonnaires et insuffisantes

En France, il n'y a plus qu'un régiment de défense antiaérienne, contre quatre en 2002. La riposte sol-air de l'armée est armée de huit systèmes franco-italiens SAMP-T de moyenne portée, pour les altitudes les plus hautes et comparables au Patriot américain. À cela viennent s'ajouter 12 batteries Crotale NG et des systèmes Mistral de courte portée. Selon les rapporteurs, il faudrait renforcer ces capacités notamment en passant à 12 SAMP-T. Mais le problème principal se situe surtout dans la défense très courte portée.

À ce sujet, le rapport pointe la disparition totale des systèmes d'artillerie sol-air (les canons antiaériens), pourtant extrêmement utiles pour défendre les forces terrestres contre les attaques de drones ou de missiles dans leur environnement immédiat, comme l'a montré le succès impressionnant des Gepard envoyés à Kiev par l'Allemagne. Les députés suggèrent de se doter à nouveau et en urgence de cette capacité, notamment en comptant sur une solution industrielle existante, le RAPIDFire de Thales (déjà utilisé dans la marine).

La lutte antidrone, véritable enjeu

Le calendrier va par ailleurs mettre à rude épreuve les capacités françaises d'interception à courte portée : la Coupe du monde de rugby 2023 et les Jeux olympiques 2024 à Paris devront être sécurisés, notamment en faisant face à la menace croissante des drones. L'armée y déploiera notamment le système Parade de Thales.

Pour renforcer la lutte dans ce sens, le rapport rappelle qu'il existe en France des « pépites », de jeunes pousses prometteuses comme les sociétés Cilas (armes laser faisant fondre les circuits des drones) ou MC2 (spécialiste du brouillage entre la commande et l'appareil). De telles solutions permettent de se prémunir des petits aéronefs, sont utilisables en milieu urbain et évitent de tirer un missile à plusieurs dizaines de milliers d'euros.



La coopération européenne en question

La mission portant aussi sur la défense antiaérienne en Europe, un chapitre a été consacré à l'initiative allemande Sky Shield, dont 17 pays font désormais partie, qui vise à mutualiser l'achat et l'entretien de capacités communes de défense antiaérienne. Déjà critiqué par Emmanuel Macron à son lancement en 2022, le programme n'inclut pas l'entreprise franco-italo-britannique MBDA à l'origine du système SAMP-T, pointent les députés Thiériot et Pouzyreff. Ils craignent que Sky Shield soit seulement un moyen pour l'industrie allemande d'ouvrir des marchés à son système, l'Iris-T.

Les députés ne se montrent néanmoins pas contre une coopération avec les autres pays. Rappelant la menace des planeurs hypersoniques, évoluant très vite et à des très hautes altitudes aujourd'hui inatteignables par les défenses européennes, Natalia Pouzyreff a expliqué à la commission de la défense l'importance de poursuivre la coopération pour l'interopérabilité des systèmes futurs qui s'opposeront à cette menace.

La France entre surprises et lacunes sur le « combattant numérique »

Dans les rangs ukrainiens, smartphones, applications et résilience des réseaux sont devenus autant d'armes contribuant à maintenir en échec l'envahisseur russe. Une force sur laquelle la France accuse un retard certain, constataient plusieurs hauts gradés français au cours d'une table ronde sur les enseignements de l'Ukraine organisée jeudi dernier par le GICAT.

Des soldats numériques

« Les Russes ont rapidement perdu leur liberté d'action dès le début du conflit », relevait l'un des intervenants militaires. La concentration des efforts ukrainiens, par les feux et les unités de manœuvre, y aura largement participé. Des moyens dont les capacités ont été démultipliées grâce à « l'ingéniosité et l'agilité intellectuelle dont font preuves les Ukrainiens pour adapter en temps quasi réel un certain nombre de produits numériques civils aux usages militaires ».

Ces produits numériques, ce sont des smartphones, des antennes relais et des applications comme Diia, portail administratif gouvernemental lancé en 2020 et rapidement adapté pour faire remonter les dégâts causés par l'armée russe. D'autres ont été créées de toute pièce et en un temps record pour répondre à un besoin précis. C'est le cas de GIS Art for Artillery (ou GIS Arta), conçue pour partager les données de pointage à l'artillerie via n'importe quel portable.

Autre innovation par le bas, ePPO est devenue en octobre 2022 une sorte de « Shazam » militaire. Un outil « super intéressant » développé en quelques jours et qui permet à n'importe quel citoyen ukrainien, via une autorisation Diia, d'identifier et de marquer une cible aérienne grâce au GPS du portable. Un seul clic suffit pour transmettre automatiquement le positionnement de la menace aux unités de défense aérienne. Elle a été téléchargée plus de 100 000 fois depuis son apparition sur Google Play.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Le principe a déjà été exploité lors de conflits précédents. Le coup de génie ukrainien, c'est d'avoir changé d'échelle en misant sur le très haut degré de numérisation de sa population et en mobilisant son écosystème de développeurs. Chaque soldat, chaque citoyen est maintenant un « combattant numérique ». Muni de son smartphone, chacun devient un maillon dans une boucle de décision accélérée, réduite, fluidifiée et un acteur dans l'atteinte d'un objectif central, celui de « taper en premier ».

« Tout cela, les Ukrainiens l'ont parfaitement exploité », relève un militaire français. Et, surtout, ils ont rapidement constaté le retard russe dans ce segment avec « des communications militaires très classiques qui n'ont pas fonctionné ». Faute de mieux, les soldats russes se sont rabattus de manière anarchique sur des outils non sécurisés, rendant leur ciblage extrêmement facile.

Une guerre en retard

Cette « guerre d'adaptation permanente », c'est aussi une surprise pour les états-majors. S'agissant du numérique, « nous nous sommes fourvoyés », admet en effet un militaire. « C'est peut-être l'un des rares domaines dans lesquels nous pensions qu'il y avait les développements civils d'un côté et les développements militaires de l'autre, et que les deux mondes n'allaient pas forcément cohabiter », poursuit-il.

Alors que l'Ukraine a battu en brèche cette dualité civile-militaire et démontré l'existence d'une réelle porosité entre deux mondes imbriqués, « nous ne nous sommes pas préoccupés du numérique civil », déclarait l'un des militaires autour de la table. Or, cette guerre est menée aussi selon un tempo imprimé par le numérique civil. Ce terreau était déjà visible au Sahel, face à des adversaires n'ayant que très peu accès aux technologies de niveau militaire et recourant aux technologies civiles pour communiquer et mener des attaques informationnelles.

Un premier socle existe déjà dans l'armée de Terre. Ce sont les radios CONTACT et le système d'information du combat SCORPION (SICS). SCORPION « est une vraie rupture. Nous avons pensé avant beaucoup d'autres à l'importance de l'infovalorisation ». Cette « intuition géniale », c'est « la webisation de la boucle OODA [observer, orienter, décider et agir] et de tous ses capteurs et effecteurs ». Seul hic : le système est pour l'instant centré sur les armes de mêlée et son nombre de terminaux limité. Il devient urgent de l'étendre à l'artillerie, aux hélicoptères, aux drones, à la défense sol-air. « Et derrière, avoir de la connectivité, de l'intelligence artificielle et plus de capteurs ».

SCORPION est un début de réponse, mais il convient de dépasser le seul champ militaire. « Si on ne passe que par des satellites militaires et autres systèmes militarisés, nous n'irons pas très loin. Nous serons très vite repérés et ne pourrons transmettre de la donnée de manière optimisée ». Hors de question de ne reposer que sur « deux satellites Syracuse dont vous savez que la bande passante va être saturée, qu'elle est insuffisante pour faire passer de la vidéo, de la donnée. C'est cela la réalité. Il faut donc disposer très vite de boucles LTE, de boucles 5G. Il faut que sur nos terminaux, qu'ils soient durcis ou non, nous puissions changer une application en deux jours ». Côté français, « je pense qu'on y est pas », pointe un militaire.



Il y a urgence à engager une réflexion sur cette hybridité numérique, « avec une exigence forte pour nos industriels, qui est de nous offrir les moyens qui permettront cette hybridité ». La filière défense, par ailleurs, « a encore un petit peu de chemin à faire pour être agile », estiment les militaires. Ceux-ci pointent une difficulté typiquement française : une séparation privé-public par laquelle on tend à attendre l'initiative venant d'en haut quand l'Ukraine a démontré l'importance de l'innovation par le bas. Pour atteindre la porosité voulue, deux mondes conceptuellement hermétiques vont devoir « casser des barrières procédurales et intellectuelles » pour gagner en rapidité.

Au-delà, l'urgence n'est pas tant de se ruer pour développer des applications a priori obsolètes dans six mois, mais a minima de sensibiliser, de rapprocher les deux mondes autour d'un enjeu commun, de travailler sur des passerelles techniques, de réfléchir aux terminaux et aux bascules d'un réseau à l'autre, et d'expérimenter le tout.

Cette centralité des populations trouve d'ailleurs tout son sens dans le lien armée-nation et l'idée de résilience nationale, deux points majeurs de la Revue nationale stratégique de 2022 et de la future loi de programmation militaire. La France dispose de quelques leviers humains à activer, dont celui de la réserve citoyenne. Récupérer le principe bien connu du hackathon pour générer un « applicathon » aurait pour intérêt d'attirer les profils, de tester la robustesse de la filière, de rapprocher les acteurs. Des cadres dans lesquels l'uniforme passerait après l'expertise technique, les rudiments du combat après la capacité à créer, modifier, sécuriser dans l'urgence des applications et autres « armes numériques » au profit de tous.

forcesoperations.com

Géopolitique de l'air : l'affaire du ballon chinois abattu au-dessus de la Caroline du Sud

L'actualité a recentré l'attention sur la rivalité géopolitique entre les États-Unis et la Chine après qu'un ballon a été aperçu dans le ciel américain au début du mois de février. La décision d'abattre l'objet, soupçonné d'espionnage au profit de la Chine, pose la question du droit international en matière aérienne et spatiale. Le Commissaire général (2s) Pascal Dupont fait le point pour la RDN.

Il semble à présent bien établi qu'avant d'être abattu, le 4 février 2023, par un missile AIM-9X SideWinder tiré par un F-22, le ballon chinois a d'abord pénétré l'espace aérien américain à partir de l'Alaska, le 28 janvier. Il a ensuite survolé à haute altitude le Canada, puis le Montana avant de finir sa course en Caroline du Sud. Indépendamment du contexte particulièrement tendu des relations entre les États-Unis et la Chine sur plusieurs sujets géopolitiques majeurs, cette crise diplomatique – qui a provoqué l'annulation de la visite programmée du secrétaire d'État Antony Blinken à Pékin – renvoie à deux interrogations : les pouvoirs de l'État vis-à-vis de son espace aérien, ainsi que le recours à la force contre un ballon.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Du principe de la souveraineté aérienne

Une règle fondamentale domine le droit aérien international : celle de la souveraineté, complète et exclusive de l'État sur l'espace atmosphérique situé au-dessus de son territoire. Ce principe, issu de la Convention de Chicago de 1944 relative à l'aviation civile – et avant elle par la Convention de Paris de 1919 – figure également dans la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (dite de Montego Bay) de 1982 qui affirme que la souveraineté de l'État côtier s'étend, au-delà de son territoire, et de ses eaux territoriales, à une zone de mer adjacente désignée sous le nom de mer territoriale. Les règles applicables à la navigation aérienne sont cependant différentes de celles qui régissent la navigation maritime. Ainsi, il n'existe pas, en dehors du droit de passage en transit dans certains détroits internationaux, d'équivalent aérien à un libre passage inoffensif autorisant de plein droit le survol du territoire de l'État.

Dans cette affaire, il s'agissait d'un ballon à haute altitude, autrement dit l'espace aérien supérieur (Higher Airspace Operations – HAO). Cette zone comprise entre 20 km – correspondant à l'espace aérien dit contrôlé par les prestataires de la navigation aérienne – et 100 km d'altitude, par référence à la ligne dite de Karman, est considérée comme marginale pour la navigation aérienne alors qu'elle constitue pourtant une partie intégrante de l'espace aérien. Elle est donc distincte de l'espace aérien extra-atmosphérique (l'espace tout court) où la densité de l'air ne permet plus la sustentation des aéronefs. Les véhicules aériens, mais aussi spatiaux (fusées et navettes) appelés à transiter dans le HAO étaient, jusqu'à une date récente, peu nombreux alors qu'ils constituent une alternative aux avions et aux satellites pour la recherche, l'observation météorologique ou... le renseignement.

En tout état de cause, dès qu'il s'agit de l'espace aérien, les États demeurent libres d'autoriser, réglementer, voire d'interdire, la navigation aérienne. En pratique et s'agissant du transport aérien, cette autorisation résulte des accords de services aériens (ASA) qui sont conclus par des États et non par des compagnies aériennes. L'aéronef – et le ballon à haute altitude en est un – qui contrevient à cette règle peut être soumis à diverses mesures de contrainte.

L'exercice du principe de souveraineté aérienne à l'encontre d'un ballon intrus En l'espèce, on retiendra qu'avant la destruction du ballon, des échanges auraient eu lieu entre Washington et Pékin et il semble que le Président Biden aurait pris la décision d'abattre l'aéronef intrus dès le 1er février avant d'attendre, sur les conseils des autorités militaires, que l'engin soit au-dessus de l'Atlantique, dans les eaux territoriales américaines, alors qu'il évoluait à 12 km d'altitude. Ses débris sont ensuite tombés à quelque 10 km de la côte de Myrtle Beach, mais à faible profondeur pour être ensuite récupérés et analysés par l'US Navy et les Coast Guards. De leur côté, les autorités chinoises ont protesté en arguant du fait que leur appareil était un ballon météorologique et ont fait état, à leur tour, d'incursions répétées de ballons américains dans leur propre espace aérien !

Il existe pourtant des précédents à ce type d'affaire. Le 1er mai 1960, un U2 de l'US Air Force (USAF) pénètre sans autorisation dans l'espace aérien soviétique. Évoluant à 19 km d'altitude, il est abattu par un missile après avoir survolé des installations militaires et industrielles dans la région de l'Oural. En mars 2001, l'incident de l'île de Haïnan survient à l'occasion de l'interception, à 160 km des îles Paracels, d'un Lockheed EP-3 américain par des chasseurs de l'aéronavale chinoise. Il a entraîné des tensions liées aux revendications de Pékin sur la mer de Chine méridionale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Toutes ces affaires rappellent que, dès le temps de paix, un État qui considère avoir subi une atteinte à sa souveraineté dispose de moyens d'action à l'encontre d'un aéronef ne respectant pas les règles fixées par les traités et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Néanmoins, le cas du ballon chinois diffère des exemples précités. Ce type de véhicule aérien ne nécessite pas ou peu d'infrastructures au sol. Il est d'un faible coût et peut rester dans la stratosphère avec des risques d'interception plus réduits qu'un avion. Sa destruction comporte, en principe, moins de risques pour ce qui est des dommages au sol. Il s'agit d'un vol inhabité – ce qui aurait été le cas pour un drone, autre exemple d'aéronef sans pilote à bord. Enfin, le statut exact de l'appareil – civil ou militaire – est encore indéterminé, même s'il était, selon des sources américaines, vraisemblablement équipé d'antennes pour collecter et géo-localiser des communications.

* * *

Depuis le début du mois de février, des chasseurs américains ont également abattu des objets volants au-dessus de l'Alaska et ont intercepté des avions russes. D'autres survols de ballons ou de drones non autorisés ont été signalés en Asie ou en Europe de l'Est. Il est d'ores et déjà acquis que les tensions internationales s'expriment de plus en plus dans la troisième dimension, d'où l'importance du principe de souveraineté étatique et ses applications dans toutes les composantes – troposphère et stratosphère – de l'espace aérien.

defnat.com

La Corée du Nord dit « se préparer à la guerre » contre la Corée du Sud

L'armée nord-coréenne a déclaré qu'elle allait étendre et intensifier ses exercices militaires en vue de « la préparation à la guerre », selon les médias d'État.

Source AFP - Publié le 07/02/2023 à 05h29

Des images satellites privées suggèrent que « des préparatifs importants en vue d'une parade » militaire sont en cours dans la capitale nord-coréenne, Pyongyang, en amont de fêtes nationales qui auront lieu en février. Le 8 février, la Corée du Nord célèbre l'anniversaire de la fondation de ses forces armées, et le 16 février, l'anniversaire de Kim Jong-il, père et prédécesseur de l'actuel leader nord-coréen, Kim Jong-un.

Dans ce contexte et suite aux exercices aériens conjoints de la Corée du Sud et des États-Unis la semaine passée, l'armée nord-coréenne s'est engagée à étendre et intensifier ses exercices militaires en vue de « la préparation à la guerre » lors d'une réunion tenue lundi 6 février, sous la direction de Kim Jong-un.

À l'ordre du jour figurait « l'élargissement et l'intensification constants des opérations et des exercices de combat de l'Armée populaire coréenne [...] afin de strictement perfectionner la préparation à la guerre », selon l'agence officielle KCNA.



Séoul a provoqué la colère de Pyongyang

La semaine dernière, Séoul et Washington ont organisé des exercices aériens avec des bombardiers stratégiques et des avions de chasse furtifs, provoquant la colère de Pyongyang, qui a déclaré que de telles manœuvres pourraient « déclencher une confrontation totale ».

Cette démonstration de force des deux puissances alliées intervient après que le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, et son homologue sud-coréen ont annoncé une coopération accrue en matière de sécurité face à Pyongyang.

Pour la Corée du Nord, les mesures prises par Séoul et Washington pour intensifier leurs exercices conjoints ont franchi « une ligne rouge extrême », avait déclaré un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères à KCNA. Pyongyang considère ces manœuvres aériennes comme des répétitions en vue d'une invasion de son territoire.

Selon Hong Min, chercheur à l'Institut coréen pour l'unification nationale, un organisme de recherche basé à Séoul, la réunion de lundi des gradés nord-coréens visait à souligner que le pays était prêt à faire face aux prochains exercices militaires conjoints et à la guerre. Le dirigeant nord-coréen avait appelé début janvier à une « augmentation exponentielle de l'arsenal nucléaire » de la Corée du Nord, incluant la production en masse d'armes nucléaires tactiques et le développement de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux (ICBM).

La puissance maritime chinoise

Première puissance économique mondiale en 1820, la République populaire de Chine (RPC) s'appauvrit progressivement jusqu'à 1978. Bien que ce siècle « d'humiliation » soit en partie imputable aux étrangers, tous venus de la mer à l'exception des Russes, il est peut-être avant tout la conséquence des nombreuses révoltes et luttes intestines qui ont toujours marqué son histoire plurimillénaire. Au XIXe siècle, elles sont particulièrement violentes. Vingt à trente millions de personnes auraient été tuées pendant la seule rébellion des Taiping (1850-1864). Le coût des opérations militaires était insoutenable, puisqu'aux dépenses engendrées par la levée d'une armée professionnelle permanente s'ajoutait l'impossibilité de percevoir l'impôt dans les provinces qui s'étaient soulevées. La priorité budgétaire allait donc aux armées terrestres et la création d'une marine moderne capable d'affronter les puissances maritimes étrangères a été soumise à la portion congrue. Faute d'y être préparée, la Chine a perdu successivement deux guerres navales, contre la France en 1884-1885 et contre le Japon en 1894-1895.

Si les insurrections sont toujours occultées par les Chinois, l'ingérence étrangère nourrit un ultranationalisme exacerbé dans la population et la volonté de reprendre sa place de premier rang parmi les grandes puissances. À la mort de Mao, la part du PIB mondial de la Chine avait chuté vertigineusement, passant de 32,4 % en 1820 à 4,9 %.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Deux ans plus tard, en 1978, Deng Xiaoping ouvre l'île géopolitique—ce qu'est devenue la RPC faute d'allié à ses frontières terrestres—au commerce international. Ses échanges maritimes ne représentent alors que 1 % du trafic mondial et la marine de guerre (Armée populaire de Libération – marine ou APL-M) créée en mai 1950 n'est qu'une force côtière principalement destinée à prendre les îles de Taïwan où se sont retranchées les forces du Kuomintang après leur défaite en 1949.

Les objectifs politiques de la RPC

Les réformes instaurées par Deng Xiaoping en privilégiant des zones économiques spéciales situées autour de grands ports sans cesse modernisés ont permis un essor fulgurant de l'économie chinoise. Les usines qui s'y trouvent sont abreuvées de flux maritimes de matières premières et énergétiques qui croisent ceux des produits manufacturés avec lesquels la RPC inonde le monde. Le développement économique qui en résulte est fulgurant. En 2013, la Chine est devenue le premier partenaire commercial mondial. Elle ne peut plus masquer ses ambitions planétaires et doit parfaire un outil militaire capable de les protéger.

Xi Jinping, une fois au pouvoir, a affirmé sa volonté de réaliser « le grand rajeunissement de la nation chinoise » (1). Cet objectif, qu'il appelle « le rêve chinois », vise à redonner à la RPC une position de force, de prospérité et de premier plan sur la scène mondiale.

La Chine s'efforce d'accroître sa puissance nationale en se fondant sur la défense et la promotion de sa souveraineté, de sa sécurité et de ses intérêts en matière de développement. Elle le fait en suivant une « ligne fondamentale » mettant en exergue le développement économique. Sa définition, inscrite dans la Constitution du Parti communiste chinois (PCC), et modifiée pour la dernière fois lors du XIXe Congrès du Parti en 2017, se lit comme suit : « La ligne fondamentale du Parti communiste chinois au stade primaire du socialisme est de conduire tous les Chinois ensemble dans un effort autonome et pionnier, en faisant du développement économique la tâche centrale, en soutenant les quatre Principes Cardinaux (2) et en restant engagé dans la réforme et l'ouverture, afin de voir la Chine devenir un grand pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé, harmonieux et beau. »

La géostratégie militaire et maritime de la Chine

C'est sous l'impulsion de l'amiral Liu Huaqin (1916-2011) que la stratégie maritime chinoise va passer de la « Défense côtière » à la « Défense au large ». Il fixe trois échéances à la marine pour y parvenir :

- En 2000, elle doit pouvoir contrôler la zone maritime s'étendant entre le continent et la première ligne d'îles qui longe ses côtes.
- En 2020, elle doit pouvoir contrôler la zone maritime s'étendant entre le continent et la deuxième ligne d'îles.
- En 2049, elle doit avoir une capacité d'intervention mondiale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Bien qu'ayant pris du retard dans la réalisation des deux premières étapes, le troisième reste toujours d'actualité.

La stratégie nationale de la RPC visant à réaliser « le grand rajeunissement de la nation chinoise » d'ici 2049 est profondément intégrée à ses ambitions de renforcer l'APL. En 2017, Xi Jinping a énoncé deux objectifs de modernisation de l'APL lors de son discours au XIXe Congrès du Parti : « achever fondamentalement » la modernisation de l'APL d'ici 2035 et transformer l'APL en une force armée de « classe mondiale » d'ici 2049. Tout au long de l'année 2020, l'APL a continué à poursuivre ses objectifs ambitieux de modernisation, à affiner les grandes réformes organisationnelles et à améliorer sa préparation au combat conformément à ces objectifs.

En 2020, le Parti communiste chinois (PCC) a annoncé un nouveau jalon en 2027 pour la modernisation de l'APL, largement compris comme la modernisation des capacités de l'APL de façon à être mis en réseau dans un système de systèmes.

*En raison de l'importance d'un commerce maritime encore accru par l'Initiative de la route et de la ceinture (3) (IRC), ce sont bien évidemment les forces maritimes que la Chine doit privilégier. Elle le fait méthodiquement, en développant toutes les composantes d'une puissance maritime adaptée à ses besoins géostratégiques actuels et futurs. Il lui faut pouvoir disposer d'une capacité d'intervention mondiale et être capable de surclasser ses adversaires en 2049.

Pour protéger ses approches maritimes, la Chine doit prioritairement commander (4) les eaux qui baignent ses côtes, c'est-à-dire celles des mers de Chine et de la mer Jaune. Délimitée à l'est par une ligne d'îles dont aucune ne lui appartient, au nord par l'île de Taïwan qui refuse son autorité et au sud par le détroit de Malacca qu'elle ne contrôle pas, la mer de Chine méridionale constitue le talon d'Achille de l'économie de la Chine, et par conséquent de sa stabilité sociale et politique. Pour bien marquer que la fermeture du détroit du même nom constituerait une menace existentielle pour la Chine, le président Hu Jintao l'avait qualifiée de « dilemme de Malacca » en 2003. Pour contrer la menace induite par cette tyrannie de la géographie, ses successeurs n'ont eu de cesse de développer des moyens maritimes à une échelle et à une cadence encore jamais connue, avec pour objectif de faire de cet espace maritime un lac chinois.

Sur le reste de l'océan mondial, la Chine veut pouvoir contrôler prioritairement les routes maritimes à destination de l'Europe et de l'Afrique. C'est là qu'elle déploie principalement l'IRC.

Elle le fait en prenant le contrôle économique et opérationnel de ports marchands outre-mer qui sont indispensables à l'écoulement fluide de ses flux maritimes. Ils constituent ce que l'on appelle parfois le « collier de perles ». Ce sont autant de points de soutien logistique pour sa marine de guerre.

La Chine se dote aussi progressivement de grandes bases opérationnelles avancées capables de maintenir des forces navales puissantes à proximité des points de passages obligés que sont les détroits donnant accès à l'océan Indien, aujourd'hui le pivot de son commerce : Djibouti pour Bab el-Mandeb, Gwadar pour Ormuz, les Spratleys pour Malacca.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Les moyens maritimes

Pour remplir ses missions, la RPC se dote d'une énorme marine de guerre (APL-M) en croissance rapide et de forces paramilitaires nombreuses. Son corps de garde-côtes (CGC) est le plus important au monde (plus de 250 unités). Il est soutenu par une milice maritime de plus de 400 navires, essentiellement présente en mer de Chine méridionale. Elle peut aussi faire appel à une force navale de complément composée de navires de commerce spécialisés qui peuvent être mobilisés autant que de besoin.

Le nombre de ses bâtiments de guerre dépasse aujourd'hui celui des États-Unis, sans pour autant atteindre leur tonnage cumulé. Soigneusement planifiée, la cadence accélérée de production est destinée à amener l'APL-M au premier rang mondial en 2035.

En 2022, elle dispose de 355 unités de tout type : grands bâtiments de combat de surface, sous-marins, porte-avions, bâtiments amphibies océaniques, de guerre des mines et auxiliaires. Ce chiffre n'inclut pas les 85 patrouilleurs dotés de missiles de croisière antinavires. L'ordre de bataille de l'APL-M devrait atteindre 420 bâtiments en 2025 et 460 en 2030, dont une part importante sera composée de grands bâtiments de combat de surface.

Bien que répétant ad nauseam son absence d'intérêt pour l'expansion territoriale, la RPC met en service à cadence accélérée des bâtiments de projection de puissance (porte-aéronefs) et de forces, dont de grands porte-hélicoptères d'assaut. L'objectif opérationnel évident à court terme est la prise de Taïwan, des îles Spratleys ainsi que de celles de la première ligne ; à plus long terme, le contrôle des détroits vitaux.

« Le trident de Neptune est le sceptre du monde »

Ce vers écrit par le poète Lemierre peu avant la Révolution française pourrait être le mantra des dirigeants chinois depuis la mort de Mao. L'analyse du retour d'expérience historique les a convaincus que dans un monde globalisé, seul le hard power maritime, c'est-à-dire la puissance économique et militaire, peut leur permettre de retrouver la place de premier plan qui était la leur en 1820. Maîtrisant le temps long, ils déroulent leur stratégie et développent systématiquement, sans hâte, les moyens nécessaires à leur ambition.

L'APL-M telle qu'elle se dessine sera bien équilibrée. Il faut cependant noter que la valeur d'une marine de guerre ne se limite pas à des bases navales et à des bâtiments de guerre. Il lui faut pouvoir disposer d'équipages en nombre suffisant, qualifiés, entraînés, capables de conduire tous les types de lutte en navigation isolée comme en force constituée. Enfin, il lui faut savoir durer pour être en mesure d'intervenir partout dans le monde. Le rythme soutenu de croissance de la flotte permet de douter que la Chine soit capable de se doter en nombre suffisant de ce personnel de qualité.

Notes

(1) Le Parti définit le rajeunissement national comme un état dans lequel la Chine est « prospère, forte, démocratique, culturellement avancée et harmonieuse ».

(2) Énoncés pour la première fois par Deng Xiaoping, puis inscrits dans la Constitution du PCC, ces principes chargent le Parti de « s'en tenir à la voie du socialisme, de défendre la dictature



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

démocratique du peuple, de défendre la direction du PCC, et de défendre le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong ». Les quatre principes cardinaux constituent la base des réformes politiques et de gouvernance poursuivies par le Parti et les limites extérieures de ses efforts pour « réformer » et « ouvrir » le pays.

(3) L'IRC (Belt and Road), lancée par Xi Jinping en 2013, est composée de la route maritime de la soie du XXI^e siècle et de la ceinture économique de la soie (terrestre).

(4) L'acception donnée au terme « commander » est ici celle de disposer d'une puissance dominatrice sur mer qui permet de chasser le pavillon ennemi ou ne lui permettre d'apparaître que furtivement.

areion24.news

Principaux bâtiments de combat de l'APL-M et prévisions à moyen terme

(Source : Congressional Research Service RL33153, 20 janvier 2022)

Grands bâtiments de combat	2020	2025	2030
SNLE	4	6	8
SNA	7	10	13
SMD	55	55	55
Porte-aéronefs/avions	1	3	4
Croiseurs et frégates de 1 ^{er} rang	42	52	61
Frégates de second rang	102	120	135
Total partiel	211	246	276

ÉTAT DES FORCES DE LA MARINE CHINOISE



Effectif total



260 000



Porte-avions et porte-aéronefs
CVN
CV/ CVH

-
2



Sous-marin nucléaire lanceur d'engin (SNLE)
Sous-marin nucléaire d'attaque (SNA)
Autres sous-marins

6
6
47



Croiseurs

3



Destroyers

36



Frégates

45



Navires amphibies principaux*

9



Navires de guerre des mines

57



Bâtiments de débarquement

109



Patrouilleurs et garde côtière

196

*LHA, LHD, LPD, LSD / Source : Military Balance 2022



Les grands dossiers à suivre au Moyen-Orient en 2023

Trois grands dossiers seront à suivre de près cette année au Moyen-Orient, car ils pourraient redessiner l'équilibre des forces dans la région. Outre les évolutions diplomatiques dans les pays du Golfe, trois grands pays peuvent connaître des changements majeurs en 2023 : l'Iran, la Turquie et Israël.

Iran

La révolte qui a débuté en septembre 2022 se poursuit aujourd'hui, malgré la répression violente du régime des mollahs. On recense plus de quatre cent cinquante morts, sans parler des arrestations, de la torture et des condamnations à mort. Il y a désormais une rupture profonde entre la jeunesse et le pouvoir théocratique, qui a atteint un point de non-retour. Les manifestants sont déterminés, mais les autorités n'entendent pas se compromettre et feront tout pour étouffer la révolte. En effet, le gouvernement est aux mains des éléments les plus radicaux et les Gardiens de la Révolution auraient trop à perdre - y compris sur le plan économique - s'ils acceptaient une ouverture du régime. Jusqu'où peut aller le mouvement ? Il est difficile de le prévoir, mais le système est sérieusement ébranlé.

Quelles pourraient être les répercussions de cette crise sur les autres pays de la région ? Il est clair qu'une aggravation de la situation aurait un impact sur l'influence de Téhéran en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, car la fragilisation du régime islamique diminuerait sa capacité à financer et armer les milices à sa solde dans ces pays.

Par ailleurs, l'emprise régionale de Téhéran est également liée à l'issue de la négociation de l'accord nucléaire à Vienne. Celui-ci est mal parti et il est probable que les grandes puissances et les pays de la région réfléchissent aux alternatives possibles : résignation à vivre avec un état du seuil nucléaire supplémentaire, tout en gardant l'option militaire ouverte (ce qui serait un facteur d'instabilité) ? Négociation d'un nouvel accord nucléaire, mais sur quelle base ? Élaboration d'un accord régional de sécurité, difficilement réalisable dans l'atmosphère actuelle ? À ce stade, il serait hasardeux de faire des prévisions, mais il est légitime de réfléchir d'ores et déjà aux différentes options.

Turquie

L'élection présidentielle prévue le 18 juin 2023 pourrait également changer le visage du pays, en raison de la crise économique et du fait que le président Erdogan n'est pas assuré de remporter ce scrutin décisif. L'inflation a, en effet, atteint 85 % en 2022 et une partie de l'électorat AKP - Parti de la Justice et du Développement, le parti d'Erdogan - a désormais des réserves à l'égard du Président. Cela explique que dans les sondages, l'opposition ait le vent en poupe, avec comme candidats crédibles les maires d'Istanbul et d'Ankara.

Cela mettrait fin à vingt ans de pouvoir d'Erdogan et aurait certainement un impact sur la politique régionale de la Turquie, caractérisée par une agressivité certaine et un équilibrisme qui inquiète ses alliés occidentaux. Néanmoins, la partie n'est pas encore jouée.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Israël

L'année 2023 pourrait être marquée par de grands changements en Israël. Le pays est dirigé depuis le 29 décembre 2022 par un gouvernement d'ultra-orthodoxes et de membres de partis d'extrême-droite. Formé par Benjamin Netanyahu, il comporte notamment une personnalité comme Ben Gvir, qui est considéré comme suprématiste, raciste, homophobe et qui a eu des démêlés avec la justice. On peut donc s'attendre à un tour de vis à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie et à la réduction des pouvoirs de la Cour Suprême, seul véritable contrepoids à l'exécutif, ce qui pourrait détériorer le système démocratique d'Israël, déjà fragile.

Sur le plan extérieur, la ligne ferme à l'égard de l'Iran devrait être maintenue. La question principale demeure, cependant, la longévité de ce gouvernement, étant donné les réactions d'opposition forte qu'il rencontre déjà.

En somme, l'année 2023 s'annonce lourde d'incertitudes pour un Moyen-Orient en crise depuis de nombreuses années. Or, l'instabilité dans les trois pays évoqués ne peut qu'ajouter aux risques de confrontation dans la région, étant donné leur rôle majeur. Dans ce contexte inquiétant, on ne peut que relever l'exception que constituent les monarchies du Golfe, qui apparaissent comme un îlot de stabilité et de développement au milieu d'une mer agitée.

defnat.com

La politique de la Russie vis-à-vis des « petits États »

jeu. 9 févr. à 15:48

Alors que de nombreux États, avant tout occidentaux, prennent leurs distances avec la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine, celle-ci cherche à attirer de nouveaux partenaires afin de maintenir sa posture sur la scène internationale. Dans ce contexte, le soutien politique tacite apporté par la Chine ainsi que le soutien logistique, militaire et économique d'États comme l'Inde, la Turquie, l'Iran et la Corée du Nord s'avèrent être des atouts cruciaux. Dans le même temps, des puissances plus modestes se trouvent elles aussi dans le viseur de la politique étrangère russe.

La Russie cherche à assurer par divers moyens le ralliement autour d'elle de petits États tels que les pays de son voisinage immédiat, en Asie centrale et dans le Caucase du Sud, mais aussi des États d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine. On entendra ici par « petits États » les pays qui sont conscients de leur différentiel de puissance, économique, diplomatique ou militaire et qui ajustent leur comportement en se fondant sur ces perceptions.

Si la Russie mobilise des leviers économiques afin d'affirmer sa présence dans ces régions, elle recourt également à une rhétorique anticoloniale pour reprendre à son compte le « mouvement libérateur anticolonial dirigé contre l'hégémonie unipolaire ». La dimension discursive de la politique étrangère russe lui sert d'outil de soft power qui vise à lui procurer des bénéfices politiques particulièrement nécessaires à l'heure actuelle. Or, non seulement son engagement reste limité dans son ampleur, mais la Russie peine également à convertir son capital économique et militaire, fragilisé par les difficultés rencontrées sur le front ukrainien, en succès politiques.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Une rhétorique aux accents anticoloniaux Depuis le 24 février 2022, le discours officiel russe a pris des formes diverses afin de justifier son invasion de l'Ukraine. Évoquant tantôt les objectifs de la « démilitarisation et de la dénazification » de l'Ukraine, tantôt le « diktat des Etats-Unis » et des « élites politiques occidentales », ainsi que l'élargissement de l'OTAN, il vise le public à l'intérieur du pays, sensible aux références à la Seconde Guerre mondiale, mais aussi cette partie de la « communauté internationale » où le sentiment antioccidental et avant tout antiaméricain est fortement présent. En effet, à l'heure où la Russie voit le cercle de ses partenaires se rétrécir, elle cherche à diversifier ses liens extérieurs et éviter un isolement sur la scène internationale. Dans cette perspective, les petits États se trouvent parmi les destinataires de ce discours. Par une rhétorique anticoloniale, la Russie vise à rallier autour d'elle une coalition d'Etats avec l'objectif de la contestation des positions américaines. C'est cette force qui, selon Poutine, va « définir la future réalité géopolitique ».

Il est utile de rappeler que cette rhétorique ne constitue pas une nouveauté ; elle était déjà largement pratiquée par l'URSS. C'est en particulier après 1956 que la Russie s'introduit dans les pays récemment décolonisés, nouant des liens de coopération économique et technique, mais aussi militaires. Après le retrait entrepris dans les années 1990, la Russie marque son retour au début des années 2000 en rétablissant les anciennes amitiés et « anciennes affinités idéologiques ». Elle rejoint d'une certaine façon le narratif de la Chine qui se fixe, en tant que « pays en développement majeur », l'objectif du « renforcement de la solidarité et de la coopération », ainsi que la « protection des intérêts communs avec le monde en développement », tout en se distinguant de « certains pays », qui ont « foulé le sentier de la guerre, colonisation et pillage ».

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, le discours anticolonial présente un outil de soft power par lequel la Russie cherche à compenser le coût porté à sa réputation internationale par l'invasion de l'Ukraine. D'après les sources de Meduza, média indépendant russe, la mission de la promotion de ce discours est confiée au Rossotroudnitchestvo, une agence d'État sous la direction du ministère des Affaires étrangères, et ses filiales – les « Maisons russes » – implantées dans différents pays, ainsi qu'à l'Institut d'expertise pour les recherches sociales (Экспертный институт социальных исследований), créé en 2017 et maintenant des liens étroits avec l'administration du président.

Le discours anticolonial est avant tout destiné aux États du continent africain où la présence russe s'est élargie depuis ces dernières années. Ainsi, en décembre 2022, Vladimir Poutine a chargé le ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur d'inclure dans les programmes universitaires les recherches portant sur l'histoire et les conséquences de la politique coloniale des États européens en Afrique. De même, le président russe a demandé aux historiens de préparer des rapports et des informations sur le même sujet en vue du sommet Russie-Afrique qui aura lieu en juillet 2023. Sur le terrain, les réseaux sociaux et les médias de masse constituent également un outil puissant qui contribue à diffuser le discours anticolonial russe, tout en « [dépeignant] les partenaires occidentaux, et plus particulièrement la France, en termes négatifs ».

Cette rhétorique a été reprise par Sergueï Lavrov lors de sa visite dans deux pays de l'Asie du Sud en août 2022, en Birmanie et au Cambodge. Après un échange avec son homologue birman Wunna Maung Lwin, le chef de la diplomatie russe a réitéré sa « haute considération pour le positionnement



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

de la Birmanie sur la scène internationale » qui démontre sa compréhension des causes des événements en Ukraine résidant « avant tout dans la volonté de l'Occident [...] de profiter de sa capacité à faire ce qu'il veut à n'importe quel point du globe ». Les dirigeants de la Birmanie ont en *effet déclaré que l'armée russe a « fait ce qui était justifié pour maintenir la souveraineté de son pays ».

Une présence en expansion dans les petits États Le discours anticolonial tenu par la Russie ne saurait à lui seul lui assurer la solidarité et l'allégeance politique des petits États. Il est donc accompagné de son engagement économique et politique actif dans ces régions et cela depuis les années 2000. De cette façon, la Russie maintient ses liens de proximité avec les anciennes républiques soviétiques, notamment en Asie centrale et en Arménie. États membres de la Communauté des États indépendants (CEI), « moyen de divorce civilisé » mis en place à la suite de la chute de l'URSS, ils participent par ailleurs à d'autres initiatives régionales russes, à savoir l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et de l'Union économique eurasiatique (UEEA). Leur adhésion à ces organisations leur procure certains avantages pragmatiques – en échange de solidarité ou, du moins, de neutralité politique. A cet égard, l'OTSC fonctionne comme une « carte de réduction » sur les achats d'armes russes, en plus de constituer un mécanisme de soutien à des régimes politiques jugés loyaux. C'est ainsi que ses forces de maintien de la paix ont été déployées au Kazakhstan en janvier 2022 dans le contexte des soulèvements populaires et de ce qu'on présume avoir été une tentative de coup d'état avortée, assurant par cela la « position géostratégique [de la Russie] en Asie centrale [...] juste avant que la guerre en Ukraine ne vienne brouiller les cartes ».

A son tour, l'UEEA facilite l'accès des marchandises et de main-d'œuvre aux marchés de ses États membres et favorise ainsi les échanges commerciaux à l'échelle régionale. Malgré le contexte économique défavorable, le volume d'échanges commerciaux entre les pays membres de l'UEEA a augmenté de 12,8% durant les dix premiers mois de 2022 en comparaison avec 2021, année où il avait atteint 72,6 milliards de dollars (en augmentation de 31,9% par rapport à 2020). Une tendance semblable s'observe dans les relations entre la Russie et deux États d'Asie centrale qui ne font pas partie de l'Union eurasiatique, à savoir le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, dont les échanges commerciaux avec la Russie ont augmenté de 22% (durant les huit premiers mois de 2022) et de 40% (durant les neuf premiers mois de 2022) respectivement. La Russie maintient également sa présence militaire dans plusieurs de ces pays, avec des bases et installations militaires au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan, de même qu'en Arménie.

De surcroît, la Russie cherche à s'implanter dans des pays plus éloignés en Amérique latine, Asie et Afrique, en nouant des partenariats commerciaux et en leur fournissant des armements. Ainsi, ses plus gros clients, l'Inde et la Chine avec respectivement 7 et 5,3 milliards de dollars d'achats d'armes entre 2017 et 2021, sont suivis par l'Algérie (2,8 milliards), l'Égypte (3,2 milliards), le Vietnam (1 milliard) et le Kazakhstan (1 milliard). Durant la même période, 61% des exportations d'armes de la Russie ont eu pour destination les pays d'Asie et d'Océanie, 20% les pays du Moyen-Orient et 14% les pays d'Afrique. La Russie demeure l'un des fournisseurs d'armes principaux pour les pays d'Asie du Sud-Est, parmi lesquels se trouvent la Birmanie, le Laos et le Thaïlande. En outre, la Russie projette son influence dans le domaine militaire et de sécurité à travers ses sociétés militaires privées



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

et avant tout le Groupe Wagner, avec à sa tête Evgueny Prigojine, proche comme jamais du Kremlin à l'heure de la guerre en Ukraine. Les mercenaires de Wagner ont notamment été déployés en Libye, au Mali, au Soudan, au Mozambique, à Madagascar, en République centrafricaine, en Syrie, en Ukraine et au Yémen, dans l'objectif de « protection des élites gouvernantes ou émergentes et des infrastructures critiques » de ces États.

Sur le plan commercial, les entreprises russes cherchent également à s'établir sur les marchés internationaux, à l'instar de Rosatom, géant nucléaire russe, chargé entre autres des projets de construction des centrales nucléaires au Bangladesh, en Biélorussie, en Égypte et en Hongrie. De même, ses compagnies pétrolières réalisent des projets à l'international, comme c'est le cas, pour en nommer quelques-uns, pour Gazprom en Algérie, au Bangladesh, en Bolivie, en Libye, au Vietnam et en Ouzbékistan et pour Lukoil au Cameroun, en Égypte, au Ghana et au Nigéria. Par ailleurs, la Russie s'investit dans la filière minière, notamment en Afrique, avec des entreprises comme Evraz, Renova et Alrosa. Finalement, la Russie n'hésite pas à passer l'éponge sur les crédits octroyés aux économies en difficulté. Selon le président russe, la Russie a effacé une somme équivalente à 20 milliards de dollars de dette des États africains, mais aussi annulé une partie des dettes des pays d'Asie centrale, notamment le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, ainsi que d'autres États.

Les bénéfiques, réels et escomptés

Tous ces efforts ne relèvent bien évidemment pas que d'une forme d'altruisme politique mais visent également à procurer à la Russie des avantages pragmatiques. Au sein des organisations internationales où la logique de puissance est concurrencée par la logique du nombre, le ralliement des petits États constitue un atout crucial. Si les votes au sein de l'ONU depuis le début de l'invasion de l'Ukraine ont largement été en défaveur de la Russie, celle-ci arrive toutefois à obtenir quelques votes négatifs ou, surtout, des votes d'abstention de la part des États dans lesquels elle exerce son influence politique. Ainsi, lors du vote au sein de l'Assemblée générale du 2 mars, résultant en 5 votes négatifs et 35 abstentions, des États comme l'Algérie, l'Angola, Cuba, le Congo et d'autres ont préféré l'abstention à la condamnation de la Russie. Le soutien des petits États a été encore plus déterminant à l'occasion du vote du 7 avril 2022 portant sur l'exclusion de la Russie du Conseil des droits de l'homme, qui a recueilli 24 votes contre et 58 abstentions. En plus des pays autoritaires à l'instar de l'Iran et la Chine et ses alliés proche comme le Bélarus, ce sont donc majoritairement les petits États qui ont attribué un vote favorable à la Russie. On compte parmi eux essentiellement les pays d'Asie centrale et d'Afrique, mais aussi quelques États d'Asie du Sud-Est (comme le Laos) et d'Amérique latine (Bolivie, Cuba, Nicaragua).

Sur la scène internationale, le soutien apporté par ces petits États contribue à dissiper l'image d'une Russie isolée politiquement et à renforcer ses prétentions de chef de file des pays sujets au « joug colonial » de l'Occident. Sergueï Lavrov n'a d'ailleurs pas oublié de remercier ses « collègues africains », qui n'« approuvent pas des tentatives flagrantes des États-Unis et leurs satellites européens de dicter leur volonté à tout le monde », pour leur soutien et leur « positionnement réfléchi concernant les événements en Ukraine ». En effet, grâce à ses efforts diplomatiques, la Russie a réussi à susciter une attitude positive envers soi-même dans certains États d'Afrique en se positionnant comme « une sorte de troisième voie », entre les pays occidentaux, « généralement perçus comme intrusifs sur la question des droits humains », et la Chine, « dont beaucoup dans la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

région souhaiteraient desserrer l'étreinte ». De la même façon, ce sont les États d'Asie centrale qui sont devenus dans le contexte de la guerre en Ukraine des interlocuteurs privilégiés des dirigeants russes. Dans la logique de la posture de neutralité formelle et de « solidarité pragmatique », ils maintiennent des échanges et rencontres réguliers avec les représentants de la Russie et continuent d'assister aux réunions des organisations régionales comme l'OTSC, la CEI et l'UEEA.

Par ailleurs, la Russie mobilise le soutien de petits États afin de délégitimer et contrecarrer les sanctions des pays occidentaux. C'est ainsi que lors de son déplacement de juillet 2022 en Afrique, notamment en Égypte, en République Démocratique du Congo, en Ouganda et en Éthiopie, Sergueï Lavrov a attribué la responsabilité de la crise alimentaire actuelle aux sanctions introduites par les États occidentaux contre la Russie, sans pour autant mentionner son blocus des couloirs maritimes céréaliers. De plus, afin d'atténuer l'impact négatifs de ces dernières, le gouvernement russe a autorisé depuis le 6 mai les « importations parallèles », laissant une voie ouverte aux livraisons des marchandises sans l'autorisation de leur détenteur de droits. Selon le premier vice-directeur du Service fédéral des douanes, entre mai et octobre 2022 un volume de marchandises équivalent à 12,6 milliards de dollars a été importé en Russie de cette façon, transitant essentiellement par le Kazakhstan, l'Arménie et le Belarus, de même que la Turquie et la Chine. La portée de cette mesure reste toutefois à relativiser et le montant des produits importés reste incomparable aux chiffres des années précédentes (environ 4%).

Un bilan mitigé

Si les projets de la Russie envers les petits États se veulent ambitieux, elle rencontre plusieurs obstacles dans leur réalisation, alors que son discours n'est pas reçu de la même façon par tous les destinataires. A la lumière de la guerre en Ukraine, l'on peut se demander si les moyens à la disposition de la Russie, financiers comme militaires, sont suffisants pour qu'elle puisse atteindre ses objectifs. Malgré ses investissements importants, la Russie est devancée de loin par les États-Unis, l'UE et la Chine en matière d'échanges commerciaux avec les pays d'Afrique et les pays de l'ASEAN. En outre, comme depuis février 2022 la priorité est donnée à son effort militaire en Ukraine, les positions de la Russie se voient affaiblies ailleurs. Elle aurait ainsi redéployé une partie de son personnel militaire depuis les bases militaires du Kirghizistan et du Tadjikistan vers le front ukrainien.

Par ailleurs, face à l'épuisement de ses stocks de munitions et sous le poids des sanctions posées par le Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, qui ont entre autres touché les États achetant des armes auprès de la Russie, ses exportations sont, depuis plusieurs années, en baisse. Selon les données du SIPRI, le montant de ses exportations d'armes est passé de 7,9 milliards à 5,5 milliards entre 2013 et 2014 et ne cesse de diminuer depuis lors, de l'ordre de 26% entre 2012-2016 et 2017-2021. De même, les difficultés opérationnelles rencontrées par l'armée russe sur le front ukrainien ont largement déconstruit le mythe de la deuxième puissance militaire mondiale, portant un coup à sa réputation de pourvoyeur de sécurité. Dans cette perspective, le dysfonctionnement de l'OTSC et la fragilisation des positions de la Russie dans le Caucase présentent une illustration flagrante de son affaiblissement. Si ses forces de maintien de la paix restent déployées dans le Haut-Karabakh, elles sont critiquées à la fois par l'Arménie – pour leur inefficacité – et par l'Azerbaïdjan – pour une complicité présumée avec la partie adverse.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Des manifestations appelant au retrait de l'Arménie de l'OTSC ont par ailleurs eu lieu à Erevan en novembre 2022, jour où la capitale accueillait le sommet de cette organisation en présence de Vladimir Poutine.

De même, la Russie ne parvient pas toujours à convertir son capital économique et militaire en succès politiques, comme l'atteste le cas du Venezuela. Malgré son soutien explicite à l'opération militaire russe et des accusations dirigées contre les États-Unis et l'OTAN, cela n'empêche pas Nicolas Maduro de poursuivre le rapprochement avec Washington qui se dessine depuis mars 2022. Les États-Unis, soucieux de limiter le cercle d'interlocuteurs de Moscou, ont assoupli le régime des sanctions imposé à Caracas et ont autorisé en juin le groupe pétrolier italien Eni et l'espagnol Repsol à expédier du pétrole depuis le Venezuela vers l'Europe, avant d'octroyer en novembre une licence pour l'extraction du pétrole dans ce pays à l'américain Chevron.

Finalement, la rhétorique anticoloniale employée par la Russie ne parle pas à tous ses destinataires et avant tout aux pays de ce qu'elle appelle son « étranger proche », dont font partie les États d'Asie centrale. En effet, ceux-ci – en particulier la génération n'ayant pas vécu sous l'URSS – voient la Russie elle-même comme une puissance colonisatrice et ils ne peuvent donc que fortement ressentir toute l'ambivalence de son discours. En outre, les discussions sur la décolonisation se sont révélées sous un nouveau jour dans les pays de la région à la lumière de la guerre en Ukraine. Par conséquent, bien qu'ils gardent une posture neutre vis-à-vis de l'opération militaire russe, ils n'hésitent pas à montrer leur désapprobation de façon implicite et de rehausser leur posture vis-à-vis de la Russie, comme l'attestent les déclarations du président kazakhstanaï Kassym-Zhomart Tokaïev concernant les « quasi-territoires que sont Louhansk et Donetsk » ou bien celles du président tadjikistanais Emomali Rahmon appelant à plus de respect et d'égalité envers les pays de la région de la part de Moscou. Par ailleurs, le Kirghizistan a lui aussi marqué ses distances avec la Russie, en refusant de participer aux entraînements militaires de l'OTSC Roubey-22 (« Frontière-22 ») qui ont eu lieu au Tadjikistan en octobre 2022. Dans le même temps, alors que les États d'Asie centrale préfèrent de plus en plus s'abstenir au sein de l'ONU, ils cherchent activement à pousser plus loin leur coopération avec les États désignés comme « non-amicaux » par la Russie et apportent de l'aide humanitaire à l'Ukraine. En Afrique aussi, la rhétorique anticoloniale russe ne trouve pas d'écho dans tous les pays. Le discours remarqué du représentant du Kenya Martin Kimani, prononcé au Conseil de sécurité de l'ONU le 21 février 2022, en est la preuve. En rappelant l'influence du passé colonial sur son pays, le diplomate kényan a réitéré son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et a fermement condamné « la tendance [...] des États puissants, y compris les membres du Conseil de sécurité, à enfreindre la loi internationale avec peu de considération ».

A l'heure où l'issue du conflit ukrainien paraît incertaine et où différents scénarios sont évoqués, les contours des alliances et des partenariats d'après-guerre commencent déjà à se dessiner et les petits États se trouvent aujourd'hui au cœur de ce chantier politique. . Alors que la crise sanitaire a remis en lumière les inégalités entre États qui persistent toujours sur la scène internationale – on l'a vu notamment avec la question de l'accès aux vaccins – et que le contexte politique actuel impose des contraintes supplémentaires aux économies nationales, les petits États se retrouvent dans une position très fragile. De l'endettement démesuré à la crise alimentaire, ces problèmes risquent de déboucher sur des crises sociales et politiques, mettant en péril leurs populations.



Dans ces conditions, les petits États, dont une grande partie sont des héritiers du passé colonial, sont aujourd'hui sensibles au discours appelant à l'émancipation et à la libération tenu par la Russie, bien que ses véritables intentions soient toutes autres. Cette rhétorique exploite à son tour le sentiment « anti- » : anti-occidental, anti-américain ou anti-français (par exemple au Mali, au Burkina Faso et au Niger), tout en faisant « converger des « récits russes » et des « récits locaux » ». Si aujourd'hui, comme le démontre l'engagement politique de la Russie dans certains pays, la recevabilité de cette rhétorique reste relative, leurs élites politiques pourraient y voir une alternative à la présence occidentale et un moyen de préserver leur pouvoir, à l'instar du Mali et du Soudan qui se sont étroitement rapprochés de la Russie à la suite des coups d'états militaires qui y ont eu lieu en 2021. Dès lors, il est important de répondre à l'« amer sentiment » d'incompréhension, voire de colère des petits États et d'élaborer une stratégie cohérente à leur égard pour réinstaurer un dialogue de confiance, tout en remettant ces pays au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Si l'ordre international doit changer – comme le revendiquent aujourd'hui la Chine et la Russie – ce n'est pas en redistribuant une nouvelle fois le pouvoir entre les « grandes puissances », mais plutôt en le partageant avec les « petits États ». lerubicon.org

La guerre en Ukraine bouleverse les certitudes des militaires français

L'armée de terre tire des enseignements cruciaux des opérations menées depuis un an et en profite pour remettre à plat sa doctrine.

Par Romain Gubert



Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Pierre Schill (à droite), visite les troupes françaises déployées en Roumanie avec l'Otan, le 22 mai 2022, à Cincu.

© Didier Lauras/AFP

C'est un document d'une dizaine de pages qui circule parmi les plus hauts gradés de l'armée française ainsi qu'à l'École de guerre, où sont formés les officiers supérieurs en milieu de carrière appelés à exercer les plus hautes responsabilités.

Élaboré à la fin de l'année dernière par les analystes de l'état-major de l'armée de terre, ce texte, que *Le Point* a consulté en exclusivité, dresse les principales leçons que la « Verte » tire de la première année de guerre en Ukraine, qui, selon ses auteurs, « remet en cause plusieurs décennies de « confort » stratégique et de dogmes entretenus par la faiblesse relative de nos adversaires et des choix assumés de mutualisations ou de mise en sommeil de capacités. [...] Ces leçons sont cruciales pour préparer l'armée de terre de combat dont la France a besoin pour sa défense ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Comme au sein de toutes les armées occidentales, le conflit ukrainien a mis à mal les certitudes stratégiques. Cette analyse illustre le désarroi de l'armée française, qui s'était habituée à des guerres de type « expéditionnaire », courtes, ou à des opérations rapides appuyées par la domination technologique.

En creux, ses auteurs, dont la pensée est l'émanation de la réflexion de l'état-major, remettent à plat la doctrine militaire française qui, ces dernières années, misait avant tout sur une modernisation de son arsenal mais aussi, pour maintenir le budget dans une enveloppe contrainte, sur une réduction du nombre d'instruments militaires.

La réflexion est urgente car la future loi de programmation militaire pour la période 2024-2030, qui doit planifier des dépenses de 413 milliards d'euros sur les six prochaines années, doit être finalisée au printemps.

Préserver la ressource humaine

Dans leur document, les analystes estiment que l'armée doit repenser la stratégie du tout technologique face au « caractère létal » du conflit actuel. « Il serait, expliquent les auteurs, faux et dangereux, qui plus est pour une armée projetée en dehors de ses frontières, de considérer comme "normales" des pertes massives. Outre la perte de compétences et d'équipements difficilement régénérables, elle conduirait à une crise de légitimité dans l'opinion de nature à reconsidérer l'engagement de la France. Pour tenir dans la durée, il faut être fort moralement, résilient et convaincu du sens du sacrifice, fort matériellement, disposer d'équipements performants en nombre, mais aussi de stocks importants, et fort conceptuellement, avoir pensé la guerre différemment de son adversaire pour le surprendre et le surclasser. »

Sans que les choses soient dites aussi clairement, les auteurs de la note s'interrogent sur le concept exclusif d'armée de métier, un choix fait par le président Jacques Chirac en 1995. Ils ne le remettent pas en cause mais relèvent que, dans le conflit ukrainien, l'appui des civils a été décisif : « Il s'agit d'une guerre de préservation de la ressource humaine, d'optimisation des compétences par l'entraînement et la mobilisation. » Selon ses auteurs, pour assurer sa défense, la France ne doit donc pas se reposer sur les seuls militaires.

Autre apport décisif des civils en Ukraine : le renseignement, en appui de ressources satellitaires ou d'espionnage traditionnel. Les compétences et les ressources high-tech du secteur civil doivent compléter les compétences militaires.

Les analystes de l'armée de terre l'observent dans leur jargon : « La mise en réseau des capteurs de tout type et des effecteurs – « kill webs » – et l'exploitation rapide de la donnée constituent le principal levier de supériorité tactique, sous réserve de gagner préalablement la guerre des connectivités. Le besoin en débit, d'instantanéité et de permanence des communications impose d'hybrider les réseaux autant sur la base de technologies et de vecteurs militaires que civils. La numérisation de l'espace de bataille est désormais plus civile que militaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Nous assistons à une *civilianisation* des forces armées par le high-tech et à une militarisation de la société civile par l'usage au combat du high-tech (IT Army of Ukraine avec ses applications pour smartphones et ses microdrones d'observation). »

Besoins en artillerie

Le document met en avant l'importance « mathématique » de l'armement, notamment dans le domaine de l'artillerie. C'est une vieille revendication de l'armée de terre. Effectivement, depuis le début du conflit, les besoins dans ce domaine sautent aux yeux : « La précision des feux ne compense pas le déficit en volume de canons [...] et la masse des feux imprécis ne permet pas d'obtenir la décision. » En clair, si la France devait connaître un conflit comparable à celui qui frappe l'Ukraine, il ne lui suffirait plus de disposer d'outils d'artillerie ultraperformants en petit nombre pour faire la différence, mais de toute une palette d'instruments modernes d'artillerie – courte distance, longue distance – en grand nombre.

« Alors que la guerre contre le terrorisme consistait à poursuivre l'adversaire fuyant le combat direct et à le détruire par des frappes aériennes, le paradigme de la guerre de haute intensité est inversé. Il consiste dorénavant à acquérir la supériorité des feux au sol, à courte et longue portée, jusqu'à

500 kilomètres, pour permettre ensuite à la masse de manœuvre de percer, car la suprématie aérienne à laquelle nous étions accoutumés est contestée. »

Les analystes préconisent une décentralisation du commandement et de renforcer son « agilité ». « Sans capacités de lutte antidrones, couplées à des moyens de guerre électronique et cybernétique, les forces à terre et leurs postes de commandement qui seraient trop regroupés et statiques sont aussi vulnérables à un coup direct mortel qu'un navire de guerre comme le navire amiral russe *Moskva*. » Il faut déconcentrer les commandements pour éviter que ceux-ci soient décapités.

Autre leçon : chaque armée (air, terre, mer) devrait aussi disposer de ses propres ressources de manière à ne pas être dépendante des autres. « Chaque composante, engagée dans la bataille de son milieu et, pour ce qui concerne la marine nationale et l'armée de l'air et de l'espace, dans le déploiement de la dissuasion nucléaire, n'est pas en mesure d'appuyer l'autre. À l'instar du modèle de la guerre navale, chaque composante doit disposer d'un modèle complet de lutte. »

Intelligence artificielle

Les auteurs soulignent que les unités combattantes doivent maîtriser les technologies les plus récentes tandis que les états-majors doivent être en mesure de traiter le plus rapidement possible les informations remontées du terrain. Ils observent que, depuis le conflit en Ukraine, « la transparence du champ de bataille » est totale. Les avancées tactiques, les pertes, le moral des troupes, l'emplacement des sites logistiques, les mouvements en cours n'ont plus aucun secret.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Puisque le « brouillard de la guerre » est levé, il est donc impératif, écrivent-ils, de renforcer les capacités de renseignement numérique des systèmes de commandement. Mais, surtout, de traiter de façon efficace, et en temps réel, une masse considérable d'informations.

Le document souligne que les succès ukrainiens dans les premiers mois du conflit se sont certes appuyés de façon décisive sur le renseignement, notamment américain, mais que « l'agilité » du commandement et la façon dont les informations collectées ont été retransmises en direct sur le terrain aux unités combattantes ont fait la différence.

C'est surtout le traitement des informations fournies par les alliés occidentaux – leur synthèse, leur analyse, puis leur retransmission aux unités combattantes de façon fiable et rapide – qui a fait la différence. Et c'est probablement le premier conflit d'ampleur où l'intelligence artificielle a été utilisée pour traiter des milliers d'informations.

Paradoxe ukrainien : victoire sur le papier, défaite sur le terrain ?

Vladimir Poutine, qui se dit certain de gagner la guerre, va-t-il forcer sa chance avant que les Ukrainiens ne reçoivent les armes qui leur ont été promises ?

Par Boris Mabillard, envoyé spécial à Kiev Publié le 22/02/2023 à 08h42

Les promesses de livraisons d'armes à l'Ukraine s'accumulent comme les atouts dans un jeu gagnant. Depuis la décision allemande de lui fournir des chars lourds Leopard 2A6, le 25 janvier, les États-Unis et leurs alliés européens ont renchéri et annoncé tour à tour des livraisons de tanks, de systèmes de défense antiaérienne et de fusées de longue portée. La possibilité d'y adjoindre des avions de chasse est désormais discutée à Londres et à Washington.

La visite éclair du président américain Joe Biden lundi est venue couronner et souligner cette dynamique favorable à l'Ukraine. Le moment de ce voyage inattendu, la veille d'un discours du président russe Vladimir Poutine, et les nouveaux engagements pris par Joe Biden pour un soutien militaire réitéré qui durera « aussi longtemps qu'il le faudra », soulignent la part de bluff de ce jeu de poker. Car il s'agit de montrer les muscles et d'adopter une position intransigeante, comme pour faire oublier les atterrissements passés.

Dans son discours à la nation, mardi, Vladimir Poutine n'a pas donné de signe d'apaisement ni ouvert de portes pour de futures négociations. Au contraire, il a seriné ses griefs contre ceux qui arment l'Ukraine et rejeté sur l'Alliance atlantique et les dirigeants ukrainiens toute la responsabilité du conflit. Il a assuré son peuple d'une victoire certaine en même temps qu'il l'a préparé à une escalade, voulue, selon lui, par les alliés de l'Ukraine. Celle-ci espère qu'une fois en possession des armes promises, elle sera en mesure de gagner la guerre – à condition bien sûr que Moscou ne recoure pas à son arsenal nucléaire. Sur le champ de bataille, cependant, la balance penche pour la Russie, qui engrange peu à peu des gains de territoires dans le Donbass.



De nouvelles armes offensives

Jusqu'à présent, les Occidentaux rechignaient à donner des armes offensives à l'armée ukrainienne, mais cela a radicalement changé depuis le début de l'année. Selon Vadym Omelchenko, ambassadeur d'Ukraine à Paris, 321 tanks devraient arriver prochainement en Ukraine. Parmi eux, 31 M1 Abrams des États-Unis, 14 Leopard 2 et 29 Leopard 1 d'Allemagne et 14 Challenger 2 du Royaume-Uni. En outre, une coalition de pays incluant la Pologne, le Canada, le Portugal, l'Espagne, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas travaillent à livrer ensemble d'autres Leopard 2. Ces chars d'assaut modernes sont conçus pour mener des offensives terrestres.

Enfin, les États-Unis ont accepté de fournir à l'Ukraine – une première – des armes balistiques de moyenne à longue portée : les « bombes de petit diamètre lancées depuis le sol » (GLSDB), fabriquées par Boeing et le groupe suédois Saab. Cette bombe guidée planante est augmentée d'un moteur-fusée et lancée à partir de systèmes lance-roquettes tels que le HIMARS américain. Sa portée de 150 kilomètres permettrait aux Ukrainiens de frapper les lignes de ravitaillement et les dépôts d'armes et de munitions bien au-delà de la ligne de front, jusqu'en Crimée par exemple.

Les forces ukrainiennes pourraient alors surclasser en précision, en mobilité et en portée l'artillerie russe, qui montre ses limites et dont les stocks de munitions diminuent. Parallèlement, les États-Unis ont commencé à déployer un petit nombre de leurs systèmes de défense antiaérienne Patriot, qui pourraient assurer à l'Ukraine une solide protection antiaérienne, alors que sa DCA arrive déjà à stopper un grand pourcentage des missiles russes. Est-ce pour toutes ces raisons que Volodymyr Zelensky a, dans une interview réalisée dimanche pour le quotidien italien *La Repubblica*, parlé d'une « guerre qui sera courte » et d'une victoire prochaine ?

Pour Yuriy Sak, conseiller du ministre ukrainien de la Défense, « les Russes, malgré leurs efforts, n'ont rien réussi à obtenir de leurs buts de guerre. Dès que nous aurons tanks et missiles de longue portée, nous pourrons contre-attaquer. C'est une question de mois. Mais compte tenu des discussions quotidiennes que nous avons avec nos partenaires internationaux, nous savons que les armes seront ici en été. Notre victoire viendra dans la foulée, avant la fin de l'année. »

Sur le terrain cependant, et notamment dans l'Est, autour de Bakhmout, les difficultés s'amoncellent pour les Ukrainiens. Les munitions et les forces manquent, tandis que les militaires russes progressent lentement mais sûrement. Les deux adversaires se livrent à une course contre la montre : entre les promesses d'avenir qui sont faites à l'armée ukrainienne et les difficultés qu'elle rencontre actuellement, il y a une fenêtre que l'armée russe peut mettre à son profit pour conquérir des territoires et occasionner de lourdes pertes.

Pour en finir avec la co-belligérance

Une des rares victoires russes de la confrontation avec l'« Occident global » est d'avoir réussi à introduire le mot « cobelligérant » dans le débat. Dans les faits, ce mot n'apparaît que très rarement dans les affaires stratégiques et pour cause puisqu'il désigne le fait d'être en guerre contre un



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

ennemi commun sans alliance militaire formelle, ce qui n'arrive que très rarement. L'Union soviétique attaquant la Pologne deux semaines après l'Allemagne en septembre 1939 en constitue un exemple. Le terme « cobelligérant » a pourtant été utilisé très tôt par la diplomatie russe dès lors que des pays ont décidé d'aider l'Ukraine envahie, et surtout de l'aider militairement. Il s'agissait alors d'abord de démontrer qu'en aidant militairement l'Ukraine, les pays occidentaux ne devenaient pas complètement des « ennemis », puisque le terme n'était prudemment pas utilisé, mais plutôt des « presque ennemis » s'approchant dangereusement du seuil de la guerre ouverte, ce que personne ne veut. Une aide jugée trop « escalatoire », sans que l'on sache trop en quoi, susciterait alors des réactions du même ordre, sans que l'on sache non plus lesquelles. Bref, il s'agissait d'introduire l'idée, portée ensuite par les sympathisants conscients ou non, que « l'aide c'est la guerre ».

Les gouvernements se sont crûs obligés de répondre à l'accusation. En France, la ministre des armées employait le terme dès le 1er mars pour expliquer qu'au grand jamais ce ne serait le cas (ce qui est une évidence, au pire on serait alliés dans une guerre que la Russie nous aurait déclaré). Emmanuel Macron expliquait dès le 7 mars vouloir « stopper cette guerre sans devenir nous-mêmes des belligérants » tandis que plusieurs personnalités politiques d'opposition estimaient que simplement fournir des armements à l'Ukraine « ferait de nous des cobelligérants ». On rappellera qu'en France la ligne de comportement vis-à-vis de la Russie, telle qu'elle est exprimée dans tous les Livres blancs et revues stratégiques depuis 2008 est, malgré les attaques et l'intrusion en tout genre, le « dialogue ferme ». A ce stade de la guerre russo-ukrainienne, il s'agit donc encore de « persuader » la Russie d'arrêter son invasion par un calcul coûts-profits. On cherche à faire monter les coûts pour la Russie par des sanctions économiques et on aide l'Ukraine à se défendre, obligation morale si on veut que le droit international soit respecté et ce qui a aussi pour effet de faire monter les coûts militaires pour la Russie.

C'est à ce moment-là aussi que l'on se répand en explications sur la distinction entre équipements non létaux et armes qui elles-mêmes sont forcément « défensives », ou encore « non escalatoires » car non agressives. Cela rappelle immanquablement les débats de l'entre-deux-guerres sur le thème « le char est-il une arme offensive ? » et si c'est le cas, un État pacifique doit-il en posséder ? N'est-ce pas une provocation, une menace pour les voisins ? Ligne Maginot = bien ; chars de bataille = pas bien. C'est évidemment absurde, ce sont les opérations qui sont offensives ou défensives, pas les moyens qui y sont utilisés. Les armes « défensives » ou « offensives », pour ne pas dire « offensantes », ont cependant encore de beaux jours devant elle.

Dans les faits, les choses sont pourtant simples. Soutenir un État en guerre sans combattre soi-même n'est pas être en guerre contre l'ennemi de cet État. Quand l'Union soviétique fournit au Nord-Vietnam en guerre contre les États-Unis, le Sud-Vietnam et leurs alliés des centaines de milliers de tonnes d'équipements pour une valeur totale pour 1965-1975 d'environ 110 milliards d'euros actuels, personne ne songe à la qualifier de cobelligérante. Idem pour la Chine qui fait la même chose à moindre échelle. Et pourtant, des milliers de soldats américains vont périr directement à cause de cette aide comme par exemple l'énorme capacité de défense aérienne - canons, missiles et avions de chasse - fournie. Ces choses paraissent comme normales et évidentes dans le cadre de la guerre froide. Cela n'empêche pas dans le même temps des relations diplomatiques presque normales



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

entre Soviétiques et Américains et même des accords importants, comme ceux relatifs à la limitation des armements nucléaires.

On rétorquera que le territoire des États-Unis n'était pas menacé par cette aide, et qu'il n'y avait donc pas au Vietnam d'enjeux vitaux engagés pour les Américains. Malgré des discours grandiloquents du genre « le sud-est asiatique est l'avenir du monde et si on ne combat pas il sera sous le contrôle des communistes chinois, ce qui est inacceptable », ce qui est à peu près la teneur du discours sur l'état de l'Union de Nixon en 1970, cela est vrai. Lorsque les Russes ont voulu déployer des missiles armés nucléairement à Cuba, les réactions ont été plus vives que lorsqu'ils ont été placés en Europe de l'Est, et si la guerre s'était passée au Mexique plutôt qu'au Vietnam, les perceptions auraient sans doute été différentes. Car et c'est bien là toute la difficulté du jeu subtil de l'escalade qui réside, comme au poker, dans sa subjectivité. On ne sait pas forcément très bien ce qui peut provoquer une réaction adverse - pas « ennemie » précisons-bien puisqu'il n'y a pas guerre, mais c'est souvent pareil en temps de guerre - d'autant plus que les choses peuvent évoluer dans le temps ou que l'on ne se comprend pas forcément très bien.

Au début d'octobre 1950, après avoir vaincu l'armée nord-coréenne dans le sud, les Américains et Sud-Coréens décident de pénétrer en Corée en Nord afin de réunifier le pays. Cela ne plaît ni à l'Union soviétique, ni surtout à la Chine populaire qui multiplie les gestes - déclarations, mouvements de troupes, parades - pour faire comprendre qu'elle est prête à entrer en guerre pour sauver la Corée du Nord. Tout cela paraît trop sibyllin aux Américains qui poursuivent la conquête du Nord. Début novembre, les Chinois effectuent même un ultime avertissement conventionnel en attaquant les forces américaines en pointe, avant de se replier derrière la limite du fleuve Yalu. Les Américains interprètent cela comme un signe de faiblesse et continuent. A la fin du mois, les Chinois lancent donc une offensive générale qui inflige une sévère défaite aux Américains. Cet événement contribuera plus tard à dissuader ces derniers d'envahir le Nord-Vietnam.

On ne sait pas forcément comment l'adversaire perçoit les choses, à moins d'avoir des renseignements de première main. Et encore une taupe dans le premier cercle du pouvoir adverse peut aussi se tromper et dans tous les cas joue pour son propre compte. On suppose aussi sur ce que cet adversaire peut faire. Si on considère qu'il est impuissant, par manque de moyens ou de volonté, il n'y a, en théorie, aucune limite à l'aide à apporter au pays soutenu puisqu'il n'y aura pas de réaction. Mais dans le cas de la Russie, c'est peu probable. On a donc tâtonné avec l'Ukraine. On a aidé et puis on a vu ce qui se passait.

Reprenons les trois critères de décision évoqués récemment par Emmanuel Macron quant à l'envoi de chars Leclerc en Ukraine : utile, non escalatoire et sans nous affaiblir. Lorsque la guerre commence en février 2022, on envoie d'abord des équipements légers comme des missiles antichars ou antiaériens portables. C'est évidemment tactiquement utile et ce d'autant plus que c'est assez rapidement absorbable par les forces ukrainiennes. Cela ne nous affaiblit pas trop dans un contexte où on estime généralement que cela ne suffira pas à arrêter les Russes. Il faut peut-être en garder sous le coude au cas où la guerre s'étendrait en Europe de l'Est. On s'empresse aussi de qualifier tout cela de « défensif » pour réduire le coefficient escalatoire de l'aide (CEA) et on se prépare à toutes les rétorsions possibles dans les champs de la confrontation (cyberespace, économie,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

influence, etc.). Finalement, non seulement la Russie réagit peu, hormis par ses déclarations et une carte nucléaire faible (mise en alerte modérée sans menace concrète), mais en plus les Ukrainiens résistent.

Que faire ? Vladimir Poutine ne renonce évidemment pas devant les coûts induits. Bien que très éloignées des objectifs initiaux, les forces russes ont quand même conquis des territoires non négligeables en Ukraine. Et, puis à partir d'un certain seuil, les coûts incitent même à poursuivre, ne serait-ce que pour les justifier ou « se refaire ». Poutine n'est donc étrangement pas persuadé par notre diplomatie que « cela ne vaut pas le coup » et ne retire pas ses forces.

On reste dans un schéma de guerre conventionnelle industrielle tout à fait classique, qui lorsqu'elle ne se termine pas très vite (et se transforme éventuellement en guérilla comme en Irak en 2003) a tendance à durer très longtemps. Il faut trouver autre chose. Les Russes imposent une longue guerre d'usure et de positions. On y répond par une aide plus massive. On s'affaiblit forcément un peu tant l'hypothèse d'avoir à mener ou soutenir une guerre conventionnelle longue n'a pas été anticipée. Il n'y a ni stocks ni capacité à remonter en puissance très vite et aider massivement avec des équipements lourds, comme les pièces d'artillerie qui constituent l'urgence du moment, c'est forcément prendre dans notre muscle. Dans le même temps, la Russie perd aussi ses muscles en Ukraine et ne représente plus dans l'immédiat une menace pour les pays d'Europe de l'est.

Et puis, la Russie n'a pas beaucoup réagi à la première vague de soutien militaire, par crainte également de l'escalade ou peut-être simplement parce qu'elle ne pouvait pas faire grand-chose. Elle se contente de ressortir la carte nucléaire et d'ajouter le thème « poursuivre l'aide à l'Ukraine, c'est faire durer ses souffrances » au discours initial. Cela permet à des personnalités en mal d'existence d'exprimer leur détestation des « va-t-en guerre », mais seulement s'ils sont ukrainiens ou occidentaux. En même temps, cela tombe bien puisque ce conflit dont tout le monde perçoit la dangerosité est peut-être le premier où il n'y a justement pas de courant interventionniste comme on a pu en connaître dans le passé depuis les conflits en ex-Yougoslavie. La très grande majorité de la population soutient l'idée d'aider l'Ukraine, mais personne ne veut faire la guerre à la Russie. On voit donc des Don Quichotte s'élancer contre des monstres imaginaires, qui ont au moins le mérite de permettre de combattre sans autre risque que le ridicule.

Peu de réactions russes donc, et aucune ligne rouge réellement tracée, mais on ne sait jamais. Il y a un consensus pour estimer que le CEA sera élevé si les armes fournies peuvent servir à attaquer en masse et en profondeur (escalade verticale d'intensité) le sol russe (escalade horizontale géographique). On considère alors, sans doute avec raison, que cela nourrirait le discours russe selon lequel cette « opération spéciale » est bien une guerre défensive contre une agression existentielle de l'OTAN, atténuerait les échecs en Ukraine (« ce n'est pas l'Ukraine, c'est tout l'Occident global qui est contre nous ») et justifierait la stalinisation complète du pays ainsi qu'une montée aux extrêmes. Les armes fournies sont donc « bridées », techniquement (pas de munitions à trop longue portée) et politiquement avec la garantie, sous peine de cessation de crédit, de ne pas les utiliser pour attaquer ouvertement la Russie. A cet égard, la fourniture de chars de bataille, à part le fait de nourrir les fantasmes sur les Panzerdivisionen, ne présente pas de CEA particulier, en tout



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

cas moins que des lance-roquettes multiples par exemple. On n'imagine pas une seconde les brigades blindées ukrainiennes foncer vers Kursk. Ce n'est jamais une bonne idée et les Ukrainiens le savent puisqu'ils étaient dans les rangs de l'Armée rouge. Les avions de combat dont on parle maintenant, c'est un peu autre chose puisqu'ils ont la possibilité, à condition de franchir une défense du ciel très dense, de pénétrer en profondeur dans le territoire russe. CEA plus élevé pour une utilité moindre, cela méritera sans doute plus de débats que pour les chars de bataille.

Soyons un peu clairs dans le flou de l'avenir. Après un tel investissement, une défaite de l'Ukraine serait également une défaite majeure pour nous, pour notre position dans le monde, mais aussi pour le droit international qui pourrait être bafoué impunément. La menace russe peut-être affaiblie un temps par l'effort, et peut-être toujours engluée dans une guérilla sans fin en Ukraine, se reporterait inmanquablement sur l'Europe qui est désormais et pour longtemps considérée comme un adversaire par la Russie. Il est vrai que ce sera sans aucune doute encore également le cas si la Russie perd, humiliée ou pas, avec ou sans garanties de sécurité. Il faudra au passage peut-être expliquer un jour par quoi un pays comme la Russie, accessoirement la plus grande puissance nucléaire au monde, peut-il vraiment être menacé. Et puis il y a les fameux troubles russes qu'il faut éviter. Comme si on pouvait quelque chose au fait que la Russie soit devenue un pré-Game of Thrones attendant la mort du roi vieillissant entouré de purs bandits avec leurs armées comme les Zolotov, Prigojine ou Kadyrov, de services de Siloviki rivaux également armés ou d'oligarques mafieux. Dans un an ou dans dix ans, il y aura forcément des troubles en Russie. Ce n'est pas une bonne nouvelle, mais le fait d'aider ou pas l'Ukraine n'y change pas grand-chose. Au pire, on peut se dire qu'il vaut mieux que ce pays soit dans notre camps à ce moment-là.

Donc, continuons à aider l'Ukraine et le plus massivement sera le mieux si on veut des résultats décisifs dans pas trop longtemps, et puis adaptons nous aux problèmes à venir en gardant le cap de nos intérêts stratégiques. Or, des problèmes à résoudre, il y en aura beaucoup. Pour y faire face, il vaudra mieux être costaud militairement et pour une fois y avoir un peu réfléchi avant.

lavoiedelepee.blogspot.com

Guerre en Ukraine : « Quel serait le coût d'une victoire russe pour notre sécurité ? »

Après un an de conflit en Ukraine, l'eurodéputée Nathalie Loiseau (Renew) dresse un premier bilan pour l'UE. Il n'y a pas que du mauvais.



Propos recueillis par Emmanuel Berretta

Nathalie Loiseau s'est rendue cinq fois en Ukraine depuis le début du conflit.

© RUSLAN KANIUKA / NurPhoto / NurPhoto via AFP
Publié le 22/02/2023 à 17h00



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Très engagée aux côtés des Ukrainiens, Nathalie Loiseau s'est rendue cinq fois en Ukraine depuis le début du conflit. L'ancienne ministre déléguée à l'Europe préside la sous-commission défense du Parlement européen. Au moment où l'Ukraine est à court de munitions et l'Europe aussi, les nouvelles du front sont scrutées avec inquiétude. Nathalie Loiseau dresse le bilan d'un an de guerre et met en garde contre la guerre de l'information de la Russie et ses interventions dans les scrutins à venir. Elle revient d'Arménie, l'autre conflit un peu oublié de la région.

Le Point : Le haut représentant Josep Borrell a dit que l'artillerie russe tirait 50 000 fois par jour en Ukraine. Par jour... L'industrie européenne de l'armement peut-elle soutenir un tel rythme de production ? Qui paiera, à long terme, cette débauche de munitions pour simplement figer un conflit qui, tous s'accordent à le dire, sera long ?

Nathalie Loiseau : Le déluge de feu qui s'abat sur l'Ukraine est effroyable. Pour quel résultat ? L'armée russe progresse à peine, perdant d'innombrables soldats. Nous devons aider l'Ukraine à résister et à rétablir un rapport de force qui lui soit favorable. Cela implique que nous renforçons la production et la livraison de munitions au plus vite. C'est ce à quoi la France s'est notamment engagée. Demandons-nous ce que serait pour nous, pour notre sécurité, pour notre avenir, le coût d'une victoire russe. Il serait considérable. Ce n'est pas le moment de faiblir.

Un dixième paquet de sanctions est en voie de finalisation. Or Poutine affirme que l'économie russe n'a que peu reculé : - 2,5 % en termes de PIB, un taux de chômage qui s'est redressé à 3,7 %. L'agriculture et le bâtiment vont bien, selon lui. Bref, la Russie ne s'est pas effondrée, contrairement à ce que jurait l'Occident. Les statistiques russes sont-elles fiables ? Et, si oui, les sanctions ont-elles encore un sens à part créer de l'inflation en Europe ?

Il a toujours été hasardeux de faire confiance aux statistiques russes. En période de guerre, plus encore. L'économie russe est clairement en récession. Les sanctions visent à ralentir l'effort de guerre et l'on voit que la Russie est contrainte de se fournir en Iran, en Corée du Nord et peut-être même en Chine pour se réapprovisionner en armes. Certaines sanctions européennes ne sont en vigueur que depuis peu. Je pense à l'embargo sur les produits pétroliers raffinés, par exemple. Il est indispensable de poursuivre notre effort en luttant, notamment, contre le contournement des sanctions.

Que la guerre ait des conséquences en Europe, c'est indéniable. C'est à cause des décisions de Vladimir Poutine que nous subissons l'inflation. Protéger les plus précaires contre la hausse des prix est une nécessité. Nous devons, par exemple, acheter du gaz en commun, entre Européens, pour être en mesure de peser sur les prix plutôt que de les faire grimper. Mais la guerre a aussi pour effet de nous faire sortir d'une dépendance aux hydrocarbures russes qui va dans le sens de notre souveraineté aussi bien que de notre transition écologique. Tout n'est pas négatif dans ce que nous traversons et l'Europe a les moyens d'affronter ce défi.

Viktor Orbán ne souscrit pas à l'idée que les Ukrainiens se battent aussi pour défendre l'Europe. Son modèle démocratique et une conception du monde basée sur le respect du droit. Il ne se conduit pas en allié. Faut-il suspendre la Hongrie de l'Otan, dans ce cas ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

Viktor Orban est bien le seul, et il est totalement isolé en Europe, même si Marine Le Pen reprend volontiers ses arguments, très proches de ceux de la Russie. Jusqu'à présent, en dépit de ses discours, le Premier ministre hongrois s'est rangé face aux autres Européens et n'a pu empêcher ni l'adoption de sanctions à l'encontre de la Russie ni le soutien militaire déterminé de l'Europe à l'Ukraine. C'est une illustration claire du peu de poids des gesticulations des populistes : ils parlent, ils parlent, mais ils ne sont pas en capacité d'agir, heureusement.

Emmanuel Macron dit ne pas croire à un changement de régime à Moscou. Les Polonais, au contraire, rêvent de voir la Russie démilitarisée. Mais, vu la teneur des discours de Poutine, le croyez-vous capable de revenir à la table des négociations et d'admettre ne plus occuper une partie de l'Ukraine ?

L'exercice consistant à se mettre dans la tête de Vladimir Poutine a été tenté à de multiples reprises, en vain. J'ignore ce que le peuple russe décidera et ce sera à lui de le faire. N'étant moi-même pas russe, je me méfie de la tentation de commenter ce que deviendra la Russie. Ce qui est clair, c'est que notre intérêt, en tant qu'Européens, consiste à dissuader de manière durable le président russe, quel qu'il soit, de poursuivre son aventurisme guerrier. Notre soutien à l'Ukraine ne se situe pas seulement sur le plan des valeurs mais repose bien sur nos intérêts de sécurité.

Qu'advient-il de cette guerre si jamais, dans deux ans, les républicains trumpistes reviennent au pouvoir à Washington ? L'Europe peut-elle, à elle seule, soutenir l'effort de guerre ukrainien ?

Il s'agit d'une vraie question et nul doute que la Russie tentera par tous les moyens, comme elle l'a fait en 2016, d'interférer dans l'élection américaine pour favoriser un candidat plus « malléable ». Le risque d'une inflexion de la politique américaine existe bel et bien. C'est ce qui justifie, depuis longtemps mais plus encore aujourd'hui, de renforcer la défense européenne. Nous ne pouvons pas risquer éternellement que nos intérêts de sécurité dépendent de la décision de quelques électeurs américains dans des Swing States.

L'UE examine les moyens de punir les crimes de guerre russes en Ukraine. Un tribunal spécial pour l'Ukraine peut-il réellement voir le jour sans le soutien de l'ONU (ce dont le tribunal spécial pour l'ex-Yougoslavie avait bénéficié) ?

Dans une guerre comme celle que la Russie mène en Ukraine, où des crimes abominables sont commis, il est indispensable de préparer le jugement des responsables de ces crimes, jusqu'au plus haut niveau. D'autres conflits, comme le conflit syrien, nous ont amplement démontré qu'il n'existe pas de paix sans justice. Il faut à la fois mobiliser la Cour pénale internationale et préparer les bases d'un tribunal spécial. L'Union européenne soutient le projet en aidant la collecte, la conservation et le traitement des preuves d'éventuels crimes de guerre. Pour mettre en place un tribunal spécial, il faut convaincre un nombre significatif de membres des Nations unies. À l'heure où l'issue de la guerre se joue sur le champ de bataille, c'est à cela que peuvent conduire les efforts diplomatiques, plutôt qu'à une hypothétique négociation de paix dont le dernier discours de Vladimir Poutine démontre malheureusement que l'heure n'est pas venue.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Vous revenez d'un déplacement en Arménie, où se déroule un autre conflit qui passe largement sous les radars. Les Russes y jouent un rôle plus qu'ambivalent. Qu'avez-vous constaté sur le terrain ?

Ce que vit l'Arménie n'est différent de ce que vit l'Ukraine que par son ampleur. Le gouvernement arménien a choisi la voie de la démocratie et des réformes, et c'est peu dire que les régimes autoritaires qui entourent l'Arménie lui en font payer le prix. Depuis 2020, l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, a renoué avec une politique agressive : guerre des 44 jours au Haut-Karabakh, incursions en territoire souverain de l'Arménie en septembre 2022, blocus du corridor de Latchine qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh depuis décembre.

Dans tout cela, la Russie n'a guère protégé l'Arménie et semble décidée à laisser faire l'Azerbaïdjan. Nous ne pouvons pas rester indifférents au sort de l'Arménie. C'est pour cela que je m'y suis rendue avec Édouard Philippe. Nous avons rencontré des familles éprouvées dans la région du Syunik, nous nous sommes entretenus avec les autorités arméniennes au plus haut niveau, nous avons admiré les efforts de la communauté arménienne de France pour venir en aide à l'Arménie sur le terrain. Et nous étions présents le jour où l'Union européenne lançait sa mission à la frontière avec l'Azerbaïdjan, une façon pour l'Europe d'être enfin davantage présente dans la région et de rassurer les populations.

L'Ukraine, laboratoire des guerres du futur

La haute technologie, civile et militaire, joue un rôle décisif dans un conflit aux multiples enseignements, mêlant Verdun et la révolution numérique.

Une fois ouverte, la mallette noire d'une quinzaine de kilos, avec ses deux écrans, rappelle les gadgets fournis à James Bond par son collègue "Q". Mais pour les Ukrainiens, il ne s'agit pas d'un accessoire de cinéma. Leur armée utilise sur le terrain des dizaines, peut-être même des centaines - l'information est secrète - de ces valises Skykit conçues par Palantir, la société américaine qui fournit des systèmes d'espionnage et de gestion militaire aux Etats-Unis et à d'autres nations occidentales. Au forum de Davos, le vice-Premier ministre ukrainien, Mykhailo Fedorov, a révélé que cette technologie permettait "de suivre en temps réel l'évolution de la guerre". Le patron de Palantir, Alex Karp, a lui affirmé que sa société était même "responsable de la majeure partie du ciblage en Ukraine".

Avec son drone, sa petite antenne pointée vers le ciel et ses programmes de dernière génération – dont Gotham, acheté par la Direction générale de la sécurité intérieure française, et Foundry, utilisé par Airbus pour gérer ses chaînes industrielles – Skykit fait office de centre de renseignement mobile. Grâce à un logiciel maison baptisé Meta-Constellation, le soldat ukrainien peut se connecter à l'un des 40 satellites commerciaux qui survolent l'Ukraine toutes les vingt-quatre heures, faire analyser les données recueillies par différents modules d'intelligence artificielle et ainsi "voir" l'ennemi, moins de deux heures après le survol d'un satellite.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

En fonction des accords intergouvernementaux, Skykit peut aussi accéder à des satellites militaires "souverains" comme ceux du Pentagone.

Capitalisant sur sa forte culture technologique, l'Ukraine a su mettre à profit une vaste gamme d'outils digitaux, étrangers ou nationaux. Ceux-ci jouent un rôle essentiel dans sa résilience face à des forces russes plus puissantes, mais moins agiles. Pour les armées du monde, la guerre en Ukraine offre de multiples enseignements. Elle rappelle combien ce type de confrontation, symétrique, est profondément destructrice en matériel et en vies. Mais elle révèle aussi à quel point les instruments numériques, en particulier ceux servant à collecter et traiter des informations, sont devenus indispensables.

Le gouvernement ukrainien l'a compris dès les premiers mois de l'invasion. Pour pallier ses lacunes en système de renseignement, il s'est rapidement mis en quête d'un fournisseur, faisant d'abord le tour des chancelleries, raconte à L'Express un "insider", jusqu'à ce que plusieurs interlocuteurs conseillent à Mykhailo Fedorov – également chargé de la transformation digitale du pays – de contacter Palantir. Affaire conclue : après la visite à Kiev, le 2 juin, d'Alex Karp, la société de Denver, résolue à faire la démonstration de ses capacités dans le conflit européen le plus destructeur depuis la Seconde Guerre mondiale, y ouvrait un bureau.

Le rôle crucial des drones

Depuis, Palantir a levé le voile sur son Skykit, avec un objectif commercial évident. Il pourrait trouver aisément des clients, tant ce système met en évidence une des principales leçons de la guerre en Ukraine : le champ de bataille, observé en permanence, génère une somme colossale de données à traiter et partager, après leur collecte. Si les satellites et les drones avaient joué un rôle important dans les précédents conflits (Syrie, Haut-Karabakh, Libye), en particulier les drones tactiques armés, comme les TB2 Bayraktar turcs, et les munitions rôdeuses, ils sont employés à une échelle aussi massive qu'inédite en Ukraine.

Paradoxalement, les drones à l'impact le plus fort sur le champ de bataille sont ceux que l'on peut trouver dans le commerce, pour faire de la simple reconnaissance – et parfois larguer sur une unité adverse une grenade munie d'un stabilisateur produit par une imprimante 3D. Dans le ciel ukrainien, où ils bourdonnent par milliers, leur rôle "est d'autant plus déterminant que l'usage de l'aviation et des hélicoptères est restreint" par des défenses antiaériennes efficaces, comme le note un récent rapport du sénateur Cédric Perrin.

Pour ce spécialiste des questions de défense, la leçon à tirer est évidente : "Dans ce type de conflits, pour survivre, toutes les unités terrestres doivent être équipées d'engins non pilotés." Jack Watling, du centre d'analyse Rusi, à Londres, a fait le même constat : "Il faut des drones à tous les échelons, jusqu'à l'unité d'infanterie, pour savoir ce qu'il y a derrière la colline, corriger un tir de mortier et rendre précise une arme qui ne l'est pas autrement", a-t-il insisté, lors d'un récent séminaire organisé par l'armée de terre française. Le problème, comme le montre le conflit en cours, c'est qu'il en faut en grandes quantités, tant leur durée de vie est courte. Un rapport du Rusi sur le déroulement des combats de février à juillet, a constaté que 90 % des drones utilisés par les Ukrainiens avaient été perdus. Ils effectuent rarement plus de trois à six vols, victimes de brouilleurs plus ou moins



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

puissants, comme des fusils électromagnétiques. Pour Jack Watling, les forces occidentales doivent donc trouver "de nouvelles solutions industrielles" afin de disposer d'une "masse" de drones bon marché, dans l'hypothèse de prochains conflits.

Déluge de feu

En Ukraine, cette transparence du champ de bataille, couplée à l'usage d'armes de précision comme les lance-roquettes américains Himars ou certains missiles, oblige aussi à revoir en permanence la localisation des moyens. "Si vous regroupez vos quartiers généraux dans un seul endroit, ils seront détruits ; si vous faites de même pour vos nœuds logistiques, pendant un certain temps, ils seront détruits, a constaté Jack Watling lors de ses séjours de recherche en Ukraine. Ce sont des problèmes que [les armées occidentales] n'ont pas assez pris en compte, il faut savoir se disperser [pour rester opérationnel]."

Car l'attrition des forces, en Ukraine, atteint des niveaux jamais vus sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. La Russie a perdu des milliers de blindés, dont la moitié de son parc estimé de chars de combat. Alors que la France compte à peine plus de 200 Leclerc, les tanks se révèlent être des "consommables", il en faut donc en quantité pour tenir le choc de la "haute intensité". Frontalière de la Russie – par l'enclave de Kaliningrad – et de son allié biélorusse, la Pologne en a tiré les conséquences en passant commande ces derniers mois de 366 chars américains Abrams et de 1 000 K2 sud-coréens.

Sans le soutien des Européens et, surtout, des Américains, qui leur fournissent la plus grande partie de l'aide militaire, les Ukrainiens se seraient rapidement retrouvés à court de moyens de combat. En plus de centaines de pièces d'artillerie, les Etats-Unis ont déjà fourni plus d'un million d'obus de 155 mm à Kiev. Mais la consommation de l'armée ukrainienne est plus rapide que la production des usines de l'Otan. Pour y pallier, le Pentagone a annoncé que le rythme de fabrication allait passer en deux ans de 15 000 obus par mois – la quantité consommée en une semaine par l'Ukraine – à 90 000. Les Européens annoncent aussi des augmentations de cadence, à l'instar de l'allemand Rheinmetall, qui vient de poser la première pierre d'une nouvelle usine de munitions en Hongrie.

Face à ce déluge de feu, les soldats n'ont pas d'autres choix que de creuser la terre, comme les poilus de Verdun, pour se mettre à l'abri. "Malgré la connectivité, les satellites, les drones, la meilleure façon pour un fantassin de se protéger des tirs d'artillerie c'est de faire une tranchée, un retour au basique qui ne changera jamais. C'est ce que vivent les soldats russes et ukrainiens, par tous les temps, dans la boue, la neige, à devoir tenir des semaines, sans douche, quand votre uniforme est une puanteur et que vos godasses partent en lambeaux", constate Marc Chassillan, ingénieur militaire et consultant spécialisé défense.

Les regards se tournent vers l'Asie

"L'Ukraine est une leçon de rusticité, et pour l'entraînement des armées, il va peut-être falloir réapprendre aux soldats à être rustiques, et les sortir du confort opératif, comme c'est le cas pour l'armée américaine, dont les bases comptent le 'McDo', la pizzeria, le saloon, le moindre blessé étant



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Février 2023

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

évacué par hélicoptère avant d'être ramené aux Etats-Unis ; et même de l'armée française, avec des bases offrant des conditions correctes en opération extérieure, poursuit ce bon connaisseur des forces terrestres. Parce que ce type de guerre a la fâcheuse tendance à contrarier vos ambitions : la logistique et les munitions n'arrivent pas, ni la relève, ni les médecins, laissant les blessés sans soins..."

Les Ukrainiens y étaient préparés, eux qui mènent une guerre de tranchées dans l'est de leur territoire depuis 2014, au Donbass. Mais ils ont su aussi tirer le meilleur des procédures et des conseils fournis par l'Otan. "Je pense [qu'ils] ont bien combattu dès le début grâce à la formation que nous leur avons donnée, [...] nous avons vu des sous-officiers prendre des initiatives sur le champ de bataille", s'est félicité le ministre de la Défense américain, Lloyd Austin. Ce constat n'aura pas échappé aux états-majors : les unités russes, bridées par un fonctionnement vertical typique du modèle soviétique, ont gaspillé du temps et des vies à attendre leurs ordres.

Sans qu'on sache encore à quel point, la guerre en Ukraine vient aussi rebattre les cartes en Asie, où les chancelleries craignent un prochain conflit d'ampleur avec l'invasion de Taïwan par la Chine. L'avantage militaire de Pékin, aussi bien technologique que quantitatif, ne lui garantit pas la victoire. "Il y a des leçons que nous tirons, il y a des leçons que les pays européens tirent et il y a des leçons que le président Xi [Jinping] et l'armée chinoise tirent", a indiqué en novembre le chef d'état-major américain, le général Mark Milley.

"Il y a beaucoup de frictions, de brouillard et de mort dans un combat", a-t-il poursuivi, en prédisant que les militaires chinois, sans expérience récente du combat, seraient en difficulté en cas d'offensive sur Taïwan. Un an après l'invasion russe, la situation en Ukraine rappelle une autre évidence : on sait quand une guerre démarre, mais on ne peut jamais prédire quand elle se termine.

l'express.fr